



Rapport financier

2020

BOUYGUES
CONSTRUCTION

Shared innovation

SOMMAIRE

06

Rapport de gestion

26

Comptes consolidés

32

Notes aux états financiers

- 32 Faits significatifs au 31 décembre 2020
- 33 Principes et méthodes comptables du Groupe
- 41 Actif non courant
- 50 Actif courant
- 52 Capitaux propres
- 53 Provisions non courantes et courantes
- 54 Actifs et passifs d'impôt différé
- 56 Dettes financières non courantes et courantes
- 58 Principaux éléments de variation de l'excédent financier net
- 59 Obligations locatives non courantes et courantes
- 60 Autres éléments de passifs courants
- 61 Chiffre d'affaires
- 63 Résultat opérationnel et ebitda après loyer
- 64 Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers
- 65 Impôts sur le résultat
- 66 Résultat net part du Groupe des activités poursuivies et résultat dilué par action
- 67 Information sectorielle
- 69 Instruments financiers
- 71 Engagements hors bilan au 31 décembre 2020
- 72 Effectif moyen et engagements envers le personnel
- 75 Informations sur les parties liées
- 76 Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie
- 77 Honoraires des commissaires aux comptes
- 78 Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2020

82

Rapport des commissaires aux comptes

85

Comptes individuels

Faits Marquants

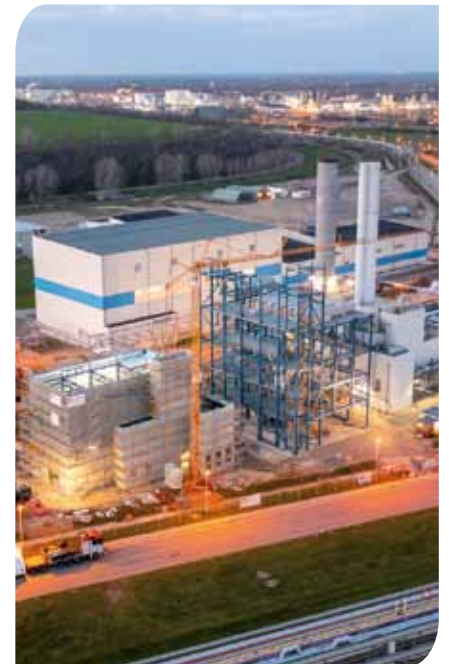
CONTRATS MAJEURS SIGNÉS

- Lot C1 du projet de ligne à grande vitesse *High Speed 2* (Royaume-Uni)
- Rénovation (phase 3) du quartier *Hallsville Quarter* de Canning Town à Londres (Royaume-Uni)
- Parc éolien en mer de Fécamp (France)
- CHU d'Abomey-Calavi (Bénin)
- Centre aquatique et son franchissement cycliste et piéton à Saint-Denis (France)
- Centrale électrique de Leuna (Allemagne)
- Ensemble immobilier *Grand Ida* (Monaco)



OUVRAGES LIVRÉS

- Tunnel de Tuen-Mun – Chek Lap Kok (Hong-Kong)
- Tunnel NorthConnex à Sydney (Australie)
- Projet immobilier *Green City* (phase 2) à Zurich (Suisse)
- Tour de bureaux *Alto* dans le quartier d'affaires de La Défense (France)



OUVRAGES EN COURS

- Grand Paris, ligne 15, lots T2A et T3A (France)
- Extension en mer (Monaco)
- Métro de Melbourne et tunnel WestConnex à Sydney (Australie)
- EPR d'Hinkley Point (Royaume-Uni)
- Infrastructures routières Trunk Road T2 et Central Kowloon Route (Hong-Kong)

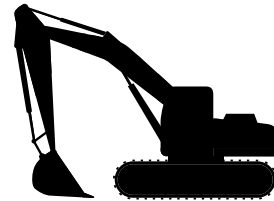
GOUVERNANCE

Le 1^{er} avril 2021, Pascal Minault rejoint Bouygues Construction afin de se préparer à succéder à Philippe Bonnavé au poste de président-directeur général. Ce dernier reste en fonction jusqu'en août 2021.

Chiffres clés

58 000

collaborateurs



12 047 M€

Chiffre d'affaires



152 M€

résultat net part
du Groupe

Marge opérationnelle
courante

1,4 %



22 Md€

Carnet de commandes

Rapport de Gestion

I. INTRODUCTION

Bouygues Construction est un leader mondial de la construction. **Présent dans 60 pays, il conçoit, réalise, rénove, exploite et déconstruit des ouvrages dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie.**

Acteur de référence en matière de construction durable, Bouygues Construction réalise de nombreux écoquartiers, des bâtiments bas carbone (construction bois), des ouvrages aux meilleurs standards écologiques mondiaux ou des réhabilitations de sites visant à atteindre l'énergie positive¹. Il développe des modèles économiques circulaires, de la phase de conception des projets jusqu'au recyclage de leurs déchets.

Bouygues Construction est de plus en plus présent sur des ouvrages de grande ampleur à forte valeur ajoutée et sur des projets à plus grande échelle allant du quartier à la ville connectée.

1. STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ET OPPORTUNITÉS

La stratégie de Bouygues Construction s'articule autour de trois axes :

- **être un acteur global dans les pays où il est implanté de manière pérenne** (Australie, Canada, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Suisse, etc.) en s'appuyant sur des offres innovantes, et développer des projets d'exception avec des partenaires locaux ;
- **développer les activités d'industrie et d'énergies et services**, dans une démarche associant croissance organique et croissance externe ; et
- **intensifier son action dans le domaine de l'innovation, des énergies renouvelables et déployer la démarche Carbone.**

Plus particulièrement, Bouygues Construction a pour ambition de :

- renforcer ses activités de développement immobilier en s'appuyant sur son réseau Linkcity ;
- se positionner comme un acteur leader de la réhabilitation et de l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments ;
- rester un acteur de premier plan sur le marché des grandes infrastructures : ponts, tunnels, concessions et partenariats public-privé (PPP) en France et à l'international, et développer ses activités de réparation d'ouvrages dont les besoins sont croissants ;
- élargir ses compétences dans les domaines du processus et de la maintenance industriels, et développer ses compétences de pointe (robotique, automatisme, bâtiments intelligents, Internet des objets, etc.) ;
- développer des offres d'infrastructures de télécommunication en France et à l'international ; et
- poursuivre son développement dans les fermes solaires, en particulier à l'international.

Dans ces différentes activités, Bouygues Construction :

- donne la priorité à la santé et la sécurité de ses collaborateurs et partenaires des projets menés ;
- propose des offres globales répondant aux besoins de ses clients, en capitalisant sur ses connaissances des marchés dans les secteurs clés (réhabilitation, santé, hôtellerie, etc.) ;
- veille à la satisfaction de ses clients dans la durée, notamment par la maîtrise de l'exécution, la qualité des réalisations et l'accompagnement après-vente ; et
- fait du numérique un axe stratégique de développement, à travers la conception de nouvelles offres et l'utilisation de solutions numériques dans ses métiers.

Par ailleurs, l'entreprise investit pour une productivité accrue et pour améliorer sa performance dans l'acte de construire.

2. FOCUS SUR LA STRATÉGIE CLIMAT

Les ambitions de Bouygues Construction visent à :

- **faire de la transition bas carbone un axe fort de développement et générer des opportunités de développement** des activités, en proposant à ses clients des offres différenciantes, à forte valeur ajoutée pour minimiser l'impact carbone sur l'ensemble de la chaîne de valeur ;
- **être pionnier dans l'intégration de solutions** autour de la production, le stockage et la distribution d'énergie décarbonée (solaire, nucléaire, hydrogène, etc.), la performance énergétique des bâtiments, des quartiers et des villes (bâtiment à énergie positive, quartier zéro carbone, etc.) et l'accompagnement au développement de la mobilité bas carbone (mobilité électrique, infrastructures ferroviaires, etc.) ;
- **réduire les émissions directes et indirectes** liées à ses activités.

1. Se dit d'un bâtiment qui, dans son fonctionnement, produit plus d'énergie qu'il n'en consomme.

Les objectifs de Bouygues Construction sont de :

- **réduire d'au moins 30 % en intensité ses émissions directes et indirectes** d'ici à 2030 (scope 1, 2 et 3a) par rapport à 2019 (dont - 40 % sur les scopes 1 et 2 et - 30 % sur le scope 3a) ; et
- **proposer des solutions à ses clients** pour leur permettre d'adresser les enjeux de la transition écologique.

Son plan d'action consiste à :

- **réduire l'intensité carbone de ses opérations** en travaillant sur la conception, les modes constructifs (construction bois, etc.), les achats, notamment sur les lots prioritaires comme le béton, l'acier, les façades et les menuiseries extérieures, ou sur les consommations d'énergie des sites et chantiers ;
- **développer et valoriser ses savoir-faire, ses compétences et ses références** sur les solutions au service d'un monde bas carbone ; et
- **faire de la démarche carbone un réflexe pour tous**, en formant 100 % des collaborateurs (Etam²/Cadre) sur les enjeux du carbone, en les incitant à réduire les émissions liées à leurs déplacements et en engageant un dialogue avec les clients et les partenaires sur les projets.

3. FORCES ET ATOUTS

Innovant, responsable et engagé, Bouygues Construction dispose de solides atouts dans l'ensemble de ses métiers :

- **un savoir-faire** qui s'appuie sur le talent de ses collaborateurs. Présents dans 60 pays, ils partagent les mêmes valeurs au service des clients ;
- **un positionnement sur toute la chaîne de valeur ;**
- **une forte présence internationale** : présent sur les cinq continents, Bouygues Construction intervient de façon pérenne grâce à ses filiales locales bien implantées, mais aussi sur des projets à forte expertise technique. Ces deux approches complémentaires lui donnent la flexibilité nécessaire pour mobiliser rapidement ses ressources sur les marchés à fort potentiel. Bouygues Construction réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'international ;

II. RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

UNE PRISE DE COMMANDES SOUTENUE PAR LES GRANDS PROJETS À L'INTERNATIONAL

En 2020, la prise de commandes atteint 12,7 milliards d'euros, en progression de 0,4 milliard d'euros par rapport à 2019. Le niveau de prise de commandes reste soutenu malgré le contexte sanitaire actuel. La prise de commandes 2020 inclut seize contrats d'un montant supérieur à 100 millions d'euros, dont un nombre record de onze nouvelles opérations à l'international.

En **France**, la prise de commandes s'élève à 4,8 milliards d'euros, en recul de 6 % par rapport à 2019. Elle inclut notamment le parc éolien en mer de Fécamp et deux projets phares du Grand Paris à l'approche des Jeux Olympiques 2024 : le complexe sportif de l'Arena Porte de la Chapelle et, à Saint-Denis, le centre aquatique et son franchissement cycliste et piéton.

À **l'international**, la prise de commandes enregistre une forte hausse de 10 % par rapport à 2019, et s'établit à

- **des offres différenciantes et à forte valeur ajoutée** en se basant sur une longue expérience en gestion de projets complexes, une connaissance spécifique dans la construction durable et une innovation constante sous toutes ses formes ;
- **une capacité d'adaptation aux évolutions des marchés** : le niveau du carnet de commandes offre une bonne visibilité à moyen terme et permet d'adapter les coûts, tout en concentrant les investissements commerciaux sur les marchés les plus dynamiques ; et
- **un niveau de trésorerie élevé.**

4. POSITIONNEMENT CONCURRENTIEL

L'organisation des groupes concurrents rend difficiles les comparaisons au niveau du périmètre de Bouygues Construction.

- **Monde** : selon le classement 2019 de l'étude ENR³, le pôle Activités de construction du groupe Bouygues, représenté par ses trois métiers Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas, se maintient à la dixième position du classement mondial des constructeurs. **Il se place cinquième si l'on considère uniquement le chiffre d'affaires à l'international, gagnant une place par rapport à l'enquête publiée en 2019.**
- **Europe** : selon le classement 2019 du magazine *Le Moniteur* publié en décembre 2020, le pôle Activités de construction du groupe Bouygues (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas) est **le troisième constructeur européen** devant Eiffage (France) et Skanska (Suède), et derrière Vinci et l'espagnol ACS.
- **France** : selon ce même classement⁴, pour ses activités Bâtiment et Travaux publics, Bouygues Construction est **l'une des trois majors** derrière Vinci Construction et Eiffage (pôle Construction hors promotion immobilière et Infrastructures).

près de 8 milliards d'euros. Les projets significatifs pris en commandes sont le tronçon C1 de la ligne ferroviaire à grande vitesse « High Speed 2 » au nord de Londres, la troisième phase du projet de rénovation urbaine « Hallsville Quarter » dans le quartier londonien de Canning Town et le tunnel de Pawtucket dans l'État du Rhode Island aux États-Unis.

UN CARNET DE COMMANDES EN HAUSSE OFFRANT UNE VISIBILITÉ À LONG TERME

Fin 2020, le carnet de commandes se maintient à un très haut niveau à 22 milliards d'euros (+ 2% par rapport à fin décembre 2019 et + 2 % à périmètre et change constants), dont 61 % à exécuter à l'international. L'Europe et l'Asie – Pacifique sont les deux zones les plus importantes à l'international. Fin 2020, l'activité acquise s'établit à 9,7 milliards d'euros pour 2021 et 12,3 milliards d'euros au-delà, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité future.

2. Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise.

3. Classements ENR Top 250 Global Contractors et International Contractors, août 2020

4. Classement 2019 du magazine *Le Moniteur* publié en décembre 2020

UN CHIFFRE D'AFFAIRES TIRÉ PAR L'INTERNATIONAL

En 2020, le chiffre d'affaires s'établit à 12 milliards d'euros, en baisse de 10 % par rapport à 2019 (- 10 % à périmètre et taux de change constants). Il a été significativement affecté au premier semestre par la pandémie mondiale de Covid-19. Des mesures de confinement ont été décrétées dans de nombreux pays où l'entreprise est présente, impliquant l'arrêt total ou partiel des chantiers pendant plusieurs semaines au premier semestre. Tous les chantiers ont repris et l'activité est revenue à un niveau normal au deuxième semestre.

Le chiffre d'affaires se répartit entre les métiers Bâtiment et Travaux publics (71 %) et Énergies et Services (29 %).

En France, le chiffre d'affaires, en recul de 10 % par rapport à 2019, s'établit à 4,8 milliards d'euros. Il représente 40 % du chiffre d'affaires total.

À l'international, le chiffre d'affaires s'établit à 7,2 milliards d'euros, en retrait de 10 % par rapport à 2019.

DES PERFORMANCES OPÉRATIONNELLES AFFECTÉES PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19

Le résultat opérationnel courant est en baisse de 207 millions d'euros par rapport à 2019 à 171 millions d'euros. Cette baisse est intégralement imputable à la Covid-19, dont l'impact a été estimé à - 290 millions d'euros au premier semestre 2020. La marge opérationnelle courante s'élève à 1,4 %, en diminution de 1,4 point par rapport à 2019 :

- Dans les activités Énergies et Services, la marge opérationnelle courante s'établit à 1 %, en retrait de 1,1 point. Elle est pénalisée par les effets de la crise sanitaire mais bénéficie l'amélioration de la rentabilité des projets de fonds de commerce, notamment en France.
- Dans les activités Bâtiment et Travaux publics, la marge opérationnelle courante s'élève à 1,6 %, en retrait de 1,5 point par rapport à 2019.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 152 millions d'euros, contre 325 millions d'euros en 2019.

La marge nette s'établit à 1,3 %.

UN EXCÉDENT FINANCIER NET ÉLEVÉ, EN DÉPIT DE LA PANDÉMIE

L'excédent financier net à fin 2020 s'établit à 3,1 milliards d'euros, stable depuis deux ans. Bouygues Construction a su conserver une situation financière très solide, malgré le contexte sanitaire actuel.

1. ÉVOLUTION DES MARCHÉS ET DE L'ACTIVITÉ DE BOUYGUES CONSTRUCTION

ACTIVITÉ BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le chiffre d'affaires pour le Bâtiment et les Travaux publics atteint 8,5 milliards d'euros, en baisse de 12 % par rapport à 2019. La part de l'international dans le chiffre d'affaires est stable par rapport à 2019, à 58 %.

France

En France, les activités de bâtiment, qui évoluaient

dans un environnement budgétaire déjà contraint, sont impactées par la crise sanitaire. En 2021, les secteurs tertiaire et industriel devraient notamment souffrir du report de certains projets. Le secteur du bâtiment devrait cependant bénéficier des plans de relance du gouvernement, axés sur la rénovation énergétique des bâtiments, notamment des bâtiments publics (universités, écoles, hôpitaux, etc.), et la relance de la construction durable. En Île-de-France en particulier, les projets de rénovation urbaine et d'écoquartiers présentent des opportunités intéressantes (bâtiments à énergie positive, quartier « zéro carbone »).

Le marché des travaux publics, qui présentait des perspectives dynamiques en 2019, subit le contrecoup de la crise sanitaire et de la période électorale. Le niveau des investissements en région reste incertain. Cependant, en Île-de-France, l'activité reste portée par les projets du Grand Paris qui constituent un marché de plus de 30 milliards d'euros à horizon 2030. Le plan de relance du gouvernement pourrait également présenter des opportunités dans le domaine des infrastructures liées aux « mobilités vertes ».

Chiffre d'affaires 2020 : 3,6 milliards d'euros (- 11 %)

Dans le secteur du Bâtiment, le retrait de l'activité de 13 % est pour partie lié à la crise sanitaire de la Covid-19 mais aussi à une sélectivité commerciale accrue.

En Bâtiment et en Île-de-France, l'année a été marquée par la prise de commandes du centre aquatique de Saint-Denis et son franchissement piéton et cycliste ainsi le complexe sportif de l'Aréna dans le cadre des Jeux Olympiques 2024. Bouygues Construction a débuté la réalisation de grands chantiers d'écoquartiers, *Issy Cœur de Ville* à Issy-les-Moulineaux et *Eole Evangile* à Paris. Plusieurs opérations se poursuivent, telles que la rénovation du *17 bd Morland* à Paris IV tandis que les chantiers de la *Tour Alto* (Paris-La Défense) et de la Bourse de commerce (Paris) ont été livrés. En région, le chantier de la salle de spectacle *Co'Met* à Orléans se poursuit.

Dans le secteur des Travaux publics, l'activité se maintient en région parisienne, notamment portée par les activités du Grand Paris telles que la réalisation de la ligne 15 (lots T2A et T3A) et du RER E EOLE, de la gare Paris-Saint-Lazare à La Défense.

En région, les grands projets d'infrastructures (grands travaux maritimes comme les extensions des ports de Calais et de Port-la-Nouvelle et le parc éolien en mer de Fécamp) se poursuivent.

Europe

Après plusieurs années de croissance liée à une forte urbanisation et à un rattrapage des investissements, le contexte actuel de crise sanitaire a ralenti le marché de la construction. Les plans de relance gouvernementaux et celui de l'Union Européenne devraient cependant profiter au marché de la construction à moyen terme.

En Suisse, la croissance du secteur ralentit depuis 2019, après un point haut en 2018. La faible demande dans le tertiaire, la saturation du marché du logement dans certaines villes et la crainte d'une sur-densification tendent à modifier la structure du marché de la construction. La Suisse possède cependant des marchés

traditionnels attractifs, notamment dans les secteurs de la recherche et de la santé.

Au Royaume-Uni, les incertitudes liées au Brexit demeurent. L'activité dans les travaux publics se renforce cependant, portée par le secteur des transports (routes et rail) et grâce à de grands projets d'infrastructures lancés par le gouvernement, en construction mais aussi en rénovation.

L'Europe de l'Est présente des marchés matures et prometteurs et un bon potentiel économique dans les activités de construction.

Chiffre d'affaires 2020 : 2 milliards d'euros (stable)

Au **Royaume-Uni**, Bouygues Construction participe à plusieurs programmes de rénovation urbaine tels que *Canning Town* et *Luton Street* à Londres, et *Riverside* à Canterbury. L'entreprise travaille par ailleurs sur des projets à forte valeur ajoutée dans les domaines de l'éducation et de la recherche, tels que la construction d'un campus « Innovation » à l'université de Cardiff ou encore la réalisation d'une nouvelle résidence étudiante à l'université de Brighton. L'entreprise poursuit par ailleurs la construction de la centrale nucléaire Hinkley Point C, où la pose de la dalle de béton du second réacteur a été achevée en juin. Celle-ci fournira à terme 7 % de la consommation d'électricité du Royaume-Uni et permettra d'approvisionner plus de cinq millions de foyers. Bouygues Construction s'est également vu attribuer par le gouvernement britannique le tronçon C1 du projet de ligne à grande vitesse « High Speed 2, qui reliera le centre de Londres avec les villes de Birmingham, Manchester et Leeds.

En **Suisse**, Bouygues Construction renforce son expertise dans les activités de développement immobilier, en particulier à Kriens, Zürich et Delémont, où plusieurs projets d'écoquartier ont obtenu le label « 2 000 Watts »⁵.

En **Europe centrale**, l'activité de bâtiment est assurée par des implantations locales en Pologne et République tchèque et une stratégie de développement immobilier.

D'autres grands projets d'infrastructures en Europe font appel de manière ponctuelle à l'expertise de Bouygues Construction.

À **Monaco**, après trois années de travaux, Bouygues Construction a achevé l'extension en mer de Monaco en décembre 2020. Il s'est également vu attribuer le projet *Grand IDA*, ensemble immobilier mixte, à travers sa filiale monégasque Richelmi.

En **Croatie**, Bouygues Construction poursuit le chantier de doublement à 2x2 voies d'une section de l'autoroute d'Istrie, avec un nouveau contrat récemment signé pour la conception-construction du deuxième tube du tunnel d'Učka.

Asie – Pacifique

Le continent asiatique connaît une croissance dynamique et reste résilient malgré la crise, tiré par les investissements, notamment en Chine et en Inde. Hong Kong, Singapour et les Philippines restent des pays à fort potentiel avec une demande élevée

En Australie, le marché du bâtiment connaît un ralentissement dans le secteur du résidentiel, tandis que le secteur de la santé reste soutenu par les investissements publics. Par ailleurs, les investissements du gouvernement devraient rester élevés sur le marché de la construction d'infrastructures, en particulier dans le secteur de la route et des télécommunications.

Chiffre d'affaires 2020 : 2,1 milliards d'euros (- 18 %)

En **Asie – Pacifique**, Bouygues Construction a développé son expertise à travers ses filiales de bâtiment et de travaux publics, lui permettant de disposer d'implantations locales pérennes, notamment à Hong Kong, Singapour, en Thaïlande et en Australie.

À **Hong Kong**, plusieurs grands ouvrages souterrains sont en cours de construction, dont la route Central Kowloon Road et le tunnel routier sous-marin Trunk Road T2, dans le cadre du projet d'envergure lancé par le gouvernement de nouvel axe routier « Route 6 », ayant pour but de désengorger le centre de la péninsule de Kowloon. Bouygues Construction a finalisé en juin 2020 les travaux principaux du tunnel routier sous-marin Tuen Mun Chek Lap Kok.

En **Australie**, Bouygues Construction a terminé le tunnel autoroutier NorthConnex, livré en octobre 2020 et poursuit la réalisation de celui de WestConnex à Sydney, ainsi que du métro de Melbourne. Bouygues Construction est durablement implanté dans les activités de bâtiment grâce à sa filiale AW Edwards, notamment dans les *data centers* (centres de données) et les hôpitaux.

À **Singapour** et en **Thaïlande**, Bouygues Construction est reconnu dans les activités de bâtiment, notamment dans les tours de grande hauteur, à l'exemple du projet immobilier *Project Glory* à Singapour et de celui multi-produits *One City Center* à Bangkok, livré en 2020.

Aux **Philippines**, Bouygues Travaux Publics et VSL ont remporté le contrat de construction d'un pont, dans le cadre du nouveau réseau ferroviaire urbain North-South Commuter Railway (NSCR).

Afrique – Maghreb – Moyen-Orient

En Afrique, où sont attendus des développements économiques importants liés en particulier à l'urbanisation rapide, l'environnement géopolitique reste toutefois fragile. La région Moyen-Orient – Afrique affiche une croissance rapide. Les pays du Golfe ont souffert de la chute des prix du pétrole ces dernières années mais les investissements importants dans les infrastructures de transport notamment seront le principal moteur de la croissance dans cette région à fort potentiel. Bouygues Construction développe une approche sélective des opérations sur cette zone géographique.

Chiffre d'affaires 2020 : 435 millions d'euros (- 20 %)

En **Égypte**, après avoir participé à la réalisation des lignes de métro 1 et 2 du Caire, Bouygues Construction poursuit la construction de la nouvelle phase de la ligne 3.

Il dispose également d'une implantation pérenne au **Maroc** où il excelle dans des ouvrages de grand standing

5. Le concept de « Société à 2000 Watts » repose sur l'objectif de diviser par trois la consommation énergétique globale et par huit la production de gaz à effet de serre d'ici à 2050, grâce à un recours massif aux énergies renouvelables. Délivrée par l'association Cité de l'énergie, cette distinction récompense les sites en développement, quartiers et zones urbanisés qui adoptent un comportement conforme à ces principes.

et s'appuie sur son réseau Linkcity pour développer des projets en montage immobilier, comme le programme BO52 à Casablanca.

En **République démocratique du Congo**, en **Côte d'Ivoire** et au **Mali**, il met à profit son expertise en terrassement de mines à ciel ouvert pour l'exploitation des mines d'or, respectivement celle de Kibali, de Tongon et de Goukoto. Il intervient aussi ponctuellement dans d'autres pays africains sur des projets d'infrastructures routières. Sa présence s'étend au **Bénin** et en **Côte d'Ivoire** avec la signature en 2020 de deux contrats pour la construction des hôpitaux d'Abomey-Calavi et de Yopougon.

Enfin, au **Moyen-Orient**, Bouygues Construction a réalisé une partie des ponts UMM Lafina à Abu Dhabi et de la voie express Al Bustan au **Qatar**, démontrant à nouveau son expertise dans la fabrication et la pose de voussoirs sur ce type de projets.

Amériques – Caraïbes

Le continent américain présente des opportunités, en particulier au Canada et aux États-Unis, où les pouvoirs publics affichent leur volonté de relancer les infrastructures. La demande en complexes touristiques dans les Caraïbes constitue également un potentiel intéressant pour Bouygues Construction, même si le secteur est fortement impacté par la pandémie de Covid-19.

Chiffre d'affaires 2020 : 388 millions d'euros (- 16 %)

La zone **Amériques – Caraïbes** connaît un fort développement. Bouygues Construction intervient de façon pérenne à **Cuba** où son expertise est reconnue dans la construction clés en main de complexes hôteliers de luxe. Il achève par ailleurs la rénovation de l'hôtel Diamonds Resorts à **Saint-Martin**. La fin d'année a également été marquée par l'attribution du contrat pour la réalisation du tunnel hydraulique de Pawtucket aux **États-Unis**.

ACTIVITÉ ÉNERGIES ET SERVICES

Le pôle Énergies & Services, composé des filiales Bouygues Energies & Services, Bouygues Energies & Services InTec et Kraftanlagen, se positionne sur les infrastructures de réseaux numériques, le génie électrique et thermique, le *facility management* et les services à l'industrie.

La valeur ajoutée du secteur des Énergies & Services se situe dans les domaines du processus et de la maintenance industrielle, ainsi que la technologie de pointe (robotique, bâtiment intelligent, etc.), face à des besoins industriels grandissants. En outre, les territoires se veulent de plus en plus connectés et la demande en télécommunications et particulièrement en fibre optique favorisent le développement des infrastructures de réseaux.

Les défis environnementaux, l'urbanisation croissante et la raréfaction des matières premières sont au cœur des préoccupations et offrent de belles opportunités dans le domaine des énergies renouvelables, de la performance énergétique des bâtiments et de la digitalisation des activités.

Ces enjeux et grandes tendances du marché des énergies et des services représentent pour le pôle

Énergies et Services d'importantes perspectives de croissance dans ses principaux pays d'implantation (Canada, France, Royaume-Uni, Suisse), mais aussi dans les pays émergents, notamment en Asie et en Afrique.

La contribution du pôle Énergies & Services au chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction s'élève à 3,5 milliards d'euros, en diminution de 194 millions d'euros (soit - 5 %) par rapport à 2019.

France

Chiffre d'affaires 2020 : 1,2 milliard d'euros (- 6 %)

L'activité en France est en retrait de 6 % par rapport à 2019, impactée par la pandémie de Covid-19. Le plan de relance du gouvernement devrait cependant offrir de bonnes opportunités dans le domaine des énergies renouvelables, de la performance énergétique des bâtiments et de la digitalisation des activités.

Bouygues Energies & Services déploie ce type d'infrastructures dans le cadre des politiques d'aménagement numérique du territoire par les collectivités. Ces activités sont conduites en partenariat avec Axione qui fait l'objet d'une gouvernance partagée avec le fonds d'investissement Vauban Infrastructure. De nombreux contrats d'ampleur sont en cours de réalisation en Bretagne, dans l'Oise ou encore dans le Pas-de-Calais. À fin 2020, Bouygues Construction a déjà installé plus de 1,4 million de prises et s'impose comme un acteur majeur du secteur FTTH (*Fiber-To-The-Home*, Fibre jusqu'à l'abonné) en France.

Bouygues Energies & Services participe à de nombreux projets de construction ou rénovation dans le bâtiment, pour lesquels il intervient dans le domaine du génie électrique, thermique et mécanique, à l'exemple de l'installation des systèmes de CVC (chauffage, ventilation, climatisation) sur le Magasin 3 de la Samaritaine (Paris 1^{er}) et plus récemment la future Agence spatiale européenne (ESA) à Paris (XV^e). Il est aussi reconnu pour son expertise dans la conception et la réalisation de fermes solaires, avec de belles références, comme celle de Piolenc (Vaucluse) ou de Saint-Maurice-la-Clouère (Vienne).

Bouygues Energies & Services assure les contrats d'exploitation et de maintenance de plusieurs sites publics et privés en France, tels que le tribunal de Paris et le ministère de la Défense. Il exécute également le contrat d'éclairage public de la Ville de Paris à travers sa filiale Evesa.

Enfin, Bouygues Energies & Services a pour ambition de se positionner comme un acteur leader de la conception et de l'exploitation de smart cities, à l'exemple de la réalisation de la première ville intelligente française à Dijon, en collaboration avec Citelum (filiale d'EDF), Suez et Capgemini. Ce projet, d'une durée de douze ans, permet la gestion connectée de l'espace public des 250 000 habitants de l'agglomération.

International

Chiffre d'affaires 2020 : 2,3 milliards d'euros (- 5 %)

Les filiales Bouygues Energies & Services InTec et Kraftanlagen disposent d'une expertise reconnue en ingénierie énergétique et industrielle et proposent également des solutions de centrales électriques, notamment hydrauliques. Elles ont su s'implanter de

manière durable en Europe, notamment en **Suisse** et **Italie** pour Bouygues Energies & Services InTec et en **Allemagne** et en **Roumanie** pour Kraftanlagen. L'année 2020 a par ailleurs été marquée par la signature du contrat de modernisation de la centrale électrique de Leuna pour plus de 100 millions d'euros.

Dans le domaine des grands projets d'infrastructure de réseaux électriques, Bouygues Energies & Services développe des solutions photovoltaïques clés en main, comme au **Japon** où il poursuit la construction d'une ferme solaire dans la préfecture de Tochigi.

Bouygues Energies & Services développe ses activités de *facility management* notamment au **Royaume-Uni** à l'exemple de l'hôpital de Southmead à Bristol. Il a également signé en 2020 le contrat de l'hôpital d'Addenbrooke pour quatorze ans ainsi que celui de maintenance de 6 sites pour *Public Health England*.

Au **Canada**, l'entreprise assure le *facility management* de l'hôpital de Surrey et du quartier général de la Gendarmerie Royale. Cette activité assure à Bouygues Energies & Services une source de revenus de long terme.

III. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

1. L'INNOVATION PARTAGÉE AU SERVICE DES CLIENTS

L'innovation partagée est le meilleur atout de Bouygues Construction pour s'adapter continuellement au service de ses clients. L'innovation se retrouve à toutes les étapes de la chaîne de valeur :

- **En phase de conception**, Bouygues Construction met particulièrement en avant ses savoir-faire dans l'usage de la maquette numérique (*Building Information Modeling*), dans laquelle toutes les informations permettant de concevoir et de construire un ouvrage sont gérées. Par ailleurs, Bouygues Construction a développé un *serious game* permettant à toutes les parties prenantes de se projeter dans les usages du quartier de demain.

Initié chez Bouygues Construction il y a quelques années au travers d'outils ludiques tels que des *serious games*, CityPlay évolue pour devenir une démarche de co-construction de Bouygues Construction en matière d'urbanisme. Objectif : imaginer et développer une ville plus résiliente, plus inclusive et plus intelligente. Au travers de la démarche CityPlay, Bouygues Construction propose un ensemble de solutions ludiques, digitales et incarnées pour transformer les villes et faire des citoyens créateurs, des usagers acteurs et des habitants impliqués.

Cela passe par exemple par :

- des ateliers de prospective, pour contribuer aux réflexions d'une collectivité ;
- des *serious games*, pour co-construire un projet avec ses usagers finaux ;
- la préfiguration : des lieux hybrides et uniques, pour créer la future communauté d'usagers ; et
- l'entrepreneuriat : l'incubateur de projets citoyens, pour faire émerger des initiatives hyper-locales.

En s'appuyant sur un réseau de partenaires (institutions, entreprises, universités, associations), ces solutions permettent d'accompagner les villes dans leurs projets de transformation.

Le jeu CityPlay a quant à lui déjà porté ses fruits sur 37 projets dont le projet de La Maillerie à Lille (préfiguration urbaine), Les Fabriques à Marseille (création de nouvelles activités au sein d'un makerspace), Share à Tours (*serious game*), ou encore les projets *Smart City* de Bouygues Energies & Services.

Bouygues Construction vise également les principes de l'économie du partage et de la conception évolutive du bâtiment : optimisation de l'usage des biens et des services, plus de réversibilité des bâtiments afin de faciliter leur adaptation aux usages futurs comme par exemple sur le projet de Linkcity, le « Bâtiment K » à Lyon dans le nouveau quartier *Eureka Confluence*.

Bouygues Bâtiment Sud-Est réalise à Lyon, un îlot dédié à la santé et au bien-être en ville. Cet ensemble de 13 000 m² s'inscrit dans la nouvelle façon de concevoir la ville, plus intelligente et respectueuse de l'environnement et comprend un bâtiment de bureaux réversibles (WORK#1 livré en 2020) conçu pour muter de sa fonction initiale de bureaux en immeuble d'habitation quand les besoins du quartier évolueront. Ce projet intervient dans le cadre d'Eureka Confluence, porté par la SPL Lyon Confluence, la Métropole de Lyon, Linkcity, Bouygues Immobilier et de nombreux autres partenaires.

Enfin, avec le soutien de la Métropole de Lille et de la Région Hauts-de-France, Bouygues Construction et l'École Centrale de Lille poursuivent leur partenariat au sein de la Chaire 4.0. Cette collaboration réunit une équipe de recherche mixte (doctorants, jeunes chercheurs et collaborateurs de Bouygues Construction) afin de préparer la transition digitale du secteur de la construction et d'en améliorer sa productivité via le numérique et l'industrialisation.

- **En phase de construction**, Bouygues Construction valorise l'usage de méthodes et de matériaux innovants, ou biosourcés à l'exemple du programme ABC (*Autonomous Building for Citizens*), dont la première pierre a été posée en octobre 2018 qui vise l'autonomie des bâtiments en eau, en énergie et en déchets, ou encore de la construction d'immeubles en bois.

Le concept ABC (*Autonomous Building for Citizens*) de Bouygues Construction est un exemple de ce qu'il pourra mettre en place pour appréhender l'impact de ces changements dans le domaine des bâtiments. Dans un contexte d'épuisement des ressources, ABC est un immeuble dont les performances en termes de recyclage d'eau, d'isolation et de production d'énergie renouvelable tendraient vers l'autonomie par rapport aux différents réseaux. En 2014, un partenariat avec la Ville de Grenoble avait été signé afin de réaliser un projet de démonstrateur consistant en la construction d'un îlot d'habitat collectif d'environ soixante

logements. Le démonstrateur du concept, inauguré en 2020, a été investi par ses premiers locataires. Bouygues Construction assurera pendant cinq ans, à partir de l'installation des habitants, le suivi de l'appropriation par ces derniers des nouveaux usages d'un tel bâtiment.

Bouygues Construction confirme sa position de leader sur le marché du modulaire comme en témoigne le projet mené par Bouygues Bâtiment International et sa filiale Dragages Singapour : les 2 bâtiments « Clement Canopy » de 40 étages sont les plus hautes tours du monde en modulaire béton.

Pour répondre au développement de la construction modulaire, la direction R&D de Bouygues Construction développe un béton mousse plus léger issu du recyclage afin d'optimiser le poids des modules. Une chaîne de fabrication de ce nouveau matériau 100 % naturel est actuellement à l'étude par Bymaro (filiale marocaine de Bouygues Construction).

- **En phase d'exploitation**, Bouygues Construction répond aux attentes de ses clients en matière d'usage, de performance énergétique et de gestion optimale des infrastructures ou des services à la ville.

L'offre « Wizom Connected » (plus de 3 000 logements équipés) qui s'appuie sur les dernières technologies en matière d'IoT (objets connectés) et de gestion prédictive permet de rendre les bâtiments plus performants et plus économes, avec des logements plus sécurisés et confortables.

Pour réduire les consommations, Bouygues Energies & Services et Bouygues Immobilier ont respectivement développé et commercialisé des outils de mesure et de pilotage de la performance énergétique à destination de leurs clients (Hypervision®, Flexom et Si@go®). L'offre « Wizom Connected » de Bouygues Construction propose des solutions pour réduire l'empreinte carbone d'un bâtiment lors de son utilisation. Les outils numériques comme le thermostat connecté, et les livrets de bonnes pratiques transmis aux usagers, les aident à changer leurs habitudes. « Wizom Connected » leur apporte ainsi une meilleure gestion de la consommation (mesure des consommations, détection et coupure automatique des fuites, commande à distance, etc.). Depuis son lancement en 2016, « Wizom Connected » a été déployée sur différents types de bâtiments : bureaux, logements, hôpitaux. On compte déjà plus de 3 000 logements connectés en France.

Bouygues Energies & Services développe aussi des solutions innovantes pour le quartier. La solution Citybox® transforme le réseau d'éclairage en infrastructure intelligente et communicante. Elle module notamment l'éclairage en fonction de la météo, de l'heure, de la vie du quartier, de la maintenance et réduit ainsi la consommation énergétique. En complément, l'offre Alizé®, s'appuie sur des services de gestion intelligente en temps réel pour proposer des bornes de rechargement pour les véhicules électriques destinés aux collectivités et aux entreprises.

En septembre 2020, le Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement de la Vendée (SyDEV), en partenariat avec Bouygues Energies & Services, inaugurerait un projet innovant de production

d'électricité solaire stockée via des batteries de véhicules électriques de seconde vie. Le projet baptisé *PhARRE* – Photovoltaïque, Autoconsommation, Recharge et Réseau Électrique – permet déjà de soutenir les besoins en électricité du siège de SyDEV à la Roche-sur-Yon, en stockant et pilotant en temps réel l'énergie au sein du bâtiment. Cette innovation locale a pour avantage de stocker l'énergie renouvelable produite par les 200 m² de panneaux photovoltaïques installés sur le toit, dans quatre batteries de seconde vie de véhicules électriques Renault Kangoo. Ces batteries, installées dans les sous-sols, se déchargent ou se rechargent en fonction de la température extérieure et des besoins énergétiques du bâtiment. Autre avantage, ces batteries permettent de stocker de l'énergie pendant les heures creuses pour la réutiliser en heures pleines et ainsi réduire la facture énergétique. Pour mener à bien ce projet, Bouygues Energies & Services et SyDEV se sont entourés du Groupe Renault, pionnier et leader du véhicule électrique en Europe, pour fournir les batteries, et de BeeBryte, start-up française qui exploite le potentiel de l'intelligence artificielle pour rendre les bâtiments plus intelligents et économes en énergie.

Bouygues Construction met le numérique au cœur de ses préoccupations dans le projet de *smart city* « OnDijon », développé en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum (EDF), Suez et Capgemini. L'objectif est de mieux piloter, les grandes fonctions de l'espace urbain sur le territoire de la Métropole : éclairage public, signalisation tricolore, vidéo protection, contrôle d'accès, etc.

Bouygues Construction veut également s'orienter vers une culture de la *data*. Après avoir créé en 2016, un centre d'expertise, les équipes du Tunnel Lab hébergées chez Bouygues Travaux Publics ont remporté en décembre 2018, le Grand Prix du Jury lors des Trophées de la Fédération Nationale des Travaux Publics. Ce prix récompense le projet *Indicateur Interaction Sol Machine*, une innovation où l'analyse et la modélisation de la *data* contribuent à développer des outils d'aide à la décision sur les chantiers de tunnel.

2. UN LEADERSHIP DANS LA CONSTRUCTION DURABLE

Au cœur de sa stratégie d'entreprise responsable et engagée, Bouygues Construction met l'accent sur différentes thématiques environnementales telles que l'énergie, le carbone, la biodiversité ou l'économie circulaire.

Dans un contexte d'épuisement des ressources Bouygues Construction développe des solutions alternatives comme le béton de marouflage en réutilisant les terres excavées pour de nouvelles constructions.

Bouygues Construction conçoit et construit des bâtiments auto-alimentés en énergies 100 % renouvelables et des réseaux électriques intelligents (*Smart Grids*). L'entreprise accompagne les industriels dans la production d'énergies renouvelables. Elle propose à ses clients des infrastructures innovantes, telles que les écoquartiers.

Ainsi, Bouygues Construction a été précurseur en réalisant les toutes premières rénovations d'immeubles

tertiaires contemporains sous certification HQET^M (Haute Qualité Environnementale), de tours de bureaux d'immeubles haussmanniens (label énergétique BBC-effinergie[®]), et de bâtiments sous certification BEAM Plus⁶, BREEAM^{®7} et LEED^{®8}. Bouygues Construction a par ailleurs réalisé des opérations avec les nouvelles labellisations BBCA ou E+C-, et des rénovations de logements zéro énergie garantie sur 30 ans.

Le projet de la Maillerie, à Lille, illustre la volonté de Bouygues Construction de réduire ses déchets de chantier par l'utilisation de méthodologies comme la déconstruction sélective, la conception-construction « zéro déchets » ou encore par le recours à des outils de calcul d'investissement pour la prévention des déchets de chantier.

Pour ses chantiers, Bouygues Travaux Publics teste actuellement une solution de traçabilité en temps réel des évacuations de déblais. Grâce à la géolocalisation des flottes de véhicules, UbySol permet de suivre l'itinéraire des déchets (plus de 220 000 t de terres suivies), leur nature, leur tonnage et les lieux de déchargement. Ce système permet non seulement de gagner en productivité mais aussi de fiabiliser et d'améliorer le processus de gestion des déchets.

Plusieurs opérations menées chez Bouygues Construction intègrent la réutilisation de matières premières secondaires directement sur site. Sur le projet de Pantin Kanal (immeuble de bureaux de 20 500 m²) situé à la

limite de la ZAC du Port de Pantin (Seine-Saint-Denis), la filiale Bouygues Bâtiment Île-de-France Construction Privée a mené une démarche d'économie circulaire et de réduction de l'empreinte carbone à travers de nombreuses actions dont la récupération et le réemploi des dalles de faux-plancher, l'utilisation de poteaux métalliques réutilisables tout au long du cycle, l'utilisation de peinture à base d'algues considérés comme déchets non dangereux ou la pratique du compostage sur la base vie. Par ailleurs, lors de la restructuration de la piscine Blomet, Bouygues Bâtiment Ile-de-France Ouvrages Publics a réutilisé les 900 m² de panneaux en polycarbonate qui composaient la verrière, pour la création de serres de jardins partagés

Bouygues Construction expérimente des modes constructifs alternatifs et a renforcé son expertise pour développer l'usage du bois (matériau à plus faible empreinte carbone) dans ses constructions. Près de cent ouvrages (neufs et réhabilités) ont été construits en bois depuis 2005 en France, au Royaume-Uni et en Suisse.

Par exemple, le collège Revaion de Saint-Priest (69) réalisé par Bouygues Bâtiment Sud-Est pour le compte de la Métropole de Lyon et en partenariat avec Ossabois, spécialiste de la construction bois, est constitué à 90 % de bois dont 50 % en modulaire bois. Ce mode constructif modulaire en bois a permis une réalisation plus rapide du projet, plus qualitative et plus respectueuse de l'environnement.

IV. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

Contrôle interne et informations sur les risques (article L. 225-100-1, I-3° à 6° du code de commerce)

1. CONTRÔLE INTERNE

DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

Le groupe Bouygues dispose d'un référentiel de gestion des risques et de contrôle interne élaboré à partir du cadre de référence de l'AMF. Il aborde, d'une part, les principes généraux de contrôle interne et de gestion des risques et, d'autre part, les principes de contrôle interne comptables et financiers. Il vise principalement à formaliser les grands principes du contrôle interne du Groupe, mieux identifier les bonnes pratiques communes aux différents métiers et traiter de façon homogène les sujets transversaux importants. Chaque métier a complété le référentiel Groupe par des principes spécifiques liés à ses activités propres.

Afin de vérifier le degré d'application des principes sont déployées annuellement des campagnes d'auto-évaluation du contrôle interne. Le choix des principes à évaluer se porte en priorité sur les risques et enjeux identifiés. Chez Bouygues Construction elles se déroulent habituellement au printemps-été et les synthèses sont présentées en fin d'année. Sont évalués chaque année près du tiers des principes. L'exploitation des données permet d'établir un constat sur l'efficacité du contrôle interne au sein de Bouygues Construction, ainsi que de définir et de mettre en œuvre des plans d'action destinés à inscrire le dispositif dans une

dynamique d'amélioration continue et de maîtrise des risques. Chaque entité définit ses propres plans d'action. Au niveau de Bouygues Construction, les responsables des filières fonctionnelles pilotent les plans d'action transverses.

L'année 2020 a été marquée pour Bouygues Construction par deux événements notables : une attaque cyber ayant bloqué la majorité de son système d'information pendant plusieurs semaines et la Covid-19 qui a entraîné l'arrêt ponctuel de certaines de ses activités dans la plupart de ses pays d'implantation. Ces deux événements ont eu comme effet notamment d'empêcher le déploiement optimal de certains dispositifs. Ainsi, il a été décidé de mener en 2020 une campagne évaluant moins de principes qu'habituellement. 4 thèmes traitant de la conformité juridique ont été retenus par Bouygues SA (PG.09/10/13/14). Bouygues Construction a choisi d'évaluer le thème relatif aux Achats (PG.12).

La campagne 2020 a concerné 190 personnes dans plus de 65 structures, qui couvrent 90 % du chiffre d'affaires de Bouygues Construction. En moyenne, chaque structure a évalué 33 principes du référentiel de gestion des risques et de contrôle interne.

La campagne 2020 a permis de poursuivre la déclinaison du dispositif de contrôle interne dans des structures au plus près du terrain tout en identifiant des champs

6. BEAM Plus : Building Environmental Assessment Method (certification hongkongaise)

7. BREEAM[®] : Building Research Establishment Environmental Assessment Method (certification anglaise)

8. LEED[®] : Leadership in Energy and Environmental Design (certification américaine)

de progrès dans l'exigence des notations de l'auto-évaluation. La qualité de l'échange entre les intervenants, ainsi que la mise en commun des résultats sont autant d'atouts qui permettent de faire du contrôle interne un outil de formation, d'animation et de management.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES

La cartographie des risques est intégrée au cycle de management de Bouygues Construction. Elle est présentée au Comité d'audit et au Conseil d'administration.

Ce processus managérial permet, au sein de Bouygues Construction, de partager une vision commune des grands risques afin d'en accroître la maîtrise dans une dynamique de réduction de l'exposition de l'entreprise. Les synergies entre la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne sont également porteuses de valeur ajoutée pour les processus de contrôle de l'organisation. Le plan annuel de l'audit interne intègre ainsi plusieurs missions orientées vers les grands risques de la cartographie.

La campagne d'actualisation de cette cartographie est conduite à l'été-automne. Le travail réalisé auprès des entités est complété par celui auprès des filières fonctionnelles afin d'établir la cartographie des risques du Groupe Bouygues Construction.

Les principales fiches de risques, qui identifient les plans d'action, sont mises à jour à cette occasion.

MOYENS ET RESSOURCES MIS EN ŒUVRE

Les modalités retenues par Bouygues Construction pour le déploiement du contrôle interne correspondent à son organisation décentralisée, et au choix de s'appuyer sur des filières fonctionnelles fortes et structurées. L'environnement de contrôle est adapté en conséquence :

Rôle de la holding Bouygues Construction

Le pilotage du dispositif est assuré par une ressource dédiée au sein de la direction générale adjointe Affaires Juridiques, Assurances, Audit, Contrôle Interne et Conformité Juridique. La holding assure l'animation de la démarche et coordonne les campagnes d'auto-évaluation. Elle fournit aux entités un appui méthodologique. Elle établit la synthèse métier et assure le suivi des plans d'action transverses. Elle élabore la cartographie des risques.

Rôle des entités

Dans les entités, le dispositif du contrôle interne est du ressort du secrétariat général. Des animateurs du contrôle interne sont responsables du déroulement des campagnes d'auto-évaluation. Dans les unités opérationnelles, le relais du déploiement est assuré généralement par les secrétaires généraux.

Rôle des filières fonctionnelles

En complément du travail des entités, l'implication des filières fonctionnelles assure le maillage du dispositif. Les responsables des filières fonctionnelles et pôles d'expertise valident un certain nombre de principes, établissent une synthèse et suivent des plans d'action transverses.

Actions d'animation réalisées au cours de l'année

De nombreuses actions de formation et d'information rythment la campagne : réunions d'échange et de retour d'expérience, ateliers de contrôle interne, comités des directions fonctionnelles, information des comités de direction. Le comité de coordination des animateurs du contrôle interne des entités permet d'assurer un échange d'information transverse entre les entités de Bouygues Construction.

DISPOSITIFS DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les entités disposent de moyens spécifiques, aussi bien pour la comptabilité que pour le contrôle financier. Selon les situations, les équipes comptables peuvent être centralisées ou décentralisées. Les contrôleurs financiers, présents à tous les niveaux de l'organisation, sont proches des responsables opérationnels.

La filière contrôle financier et la filière comptable sont placées sous l'autorité du secrétariat général. Des centres de ressources partagées sont en place dans les principales implantations de Bouygues Construction. Ces centres de ressources partagées mutualisent les moyens comptables des filiales présentes sur un même périmètre géographique et permettent de renforcer l'application stricte des principes et règles communs.

2. RISQUES LIÉS AUX OPÉRATIONS ET À L'ACTIVITÉ DE BOUYGUES CONSTRUCTION

RISQUES OPÉRATIONNELS LIÉS AUX GRANDS PROJETS

La complexité et la taille des projets peuvent exposer Bouygues Construction à des risques en matière d'études et de conception d'une part et à des risques en matière de réalisation d'autre part.

Ces risques peuvent trouver leur origine en particulier dans :

- des erreurs de conception, de chiffrage ou de méthodes ;
- la défaillance technique de la société ou de ses partenaires (cotraitants, sous-traitants, prestataires et/ou fournisseurs) ;
- des difficultés de coordination et d'interfaces, en particulier en cas de co-activité ou de travaux en site occupé ; et/ou
- le manque de maîtrise d'engagements contractuels forts.

La survenance de ce type de risque peut se traduire, en particulier, par des surcoûts supportés par l'entreprise au titre des retards causés au chantier (coûts de mobilisation supplémentaires, pénalités de retard...), du déploiement de moyens techniques et humains additionnels, de la réalisation de prestations de conception et/ou de travaux non prévus, de la substitution d'un partenaire défaillant, de réclamations et de contentieux, et une image ou une réputation dégradée.

Bouygues Construction a mis en place une organisation qui comporte des procédures de sélection, d'engagement, de validation et de contrôle stricts, menées aux niveaux les plus pertinents de l'entreprise, de façon de plus en plus centralisée en fonction de la taille des projets.

Ainsi la procédure de validation de l'engagement commercial impose-t-elle, pour tous les grands projets, d'établir dès le lancement de l'affaire, une note de synthèse (*Risk Executive Summary*) qui identifie et évalue de manière chiffrée les risques majeurs. Des audits internes sont en outre régulièrement conduits sur les projets de grande ampleur afin de s'assurer de la maîtrise des risques en cours de réalisation.

Enfin, les entités de Bouygues Construction s'appuient sur des moyens humains hautement qualifiés dans les domaines techniques (mise en place de pôles de compétences techniques) et fonctionnels (organisation par filière pôle d'expertise).

RISQUES LIÉS À UNE FORTE EXPOSITION INTERNATIONALE

Bouygues Construction exerce plus de 60 % de son activité à l'international, dans plus de 60 pays, ce qui l'expose à des risques résultant de situations d'instabilité politique ou sociale affectant certains États ou régions, leur économie ou leur devise, de tensions diplomatiques entre certains États, et/ou de tensions économiques et commerciales.

De manière générale, la survenance de ce type de risque peut notamment conduire Bouygues Construction à :

- supporter des surcoûts pour poursuivre ses activités et/ou sa présence dans la zone concernée du fait, par exemple, de réglementations plus strictes, de la mise en place de taxes, d'embargos et/ou de gel des avoirs ;
- supporter des surcoûts pour se retirer d'une zone ou d'un pays ;
- se priver de certains marchés.

Les risques liés à l'exposition internationale de Bouygues Construction sont contenus du fait :

- du redéploiement progressif de nos activités vers l'Europe (France, Allemagne, Suisse...), l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada...), l'Australie et l'Asie (Hong Kong, Singapour, Philippines, Thaïlande...) ;
- des moyens mis en œuvre pour prévenir leur occurrence et limiter leur incidence, parmi lesquels :
 - une procédure de sélection rigoureuse, par le Comité Exécutif, de tout pays dans lequel les entités de Bouygues Construction ne sont pas encore implantées ou ne sont pas intervenues récemment ;
 - dans certaines régions, un mode d'intervention nomade avec des opérations ponctuelles pour réaliser des grands projets spécifiques ;
 - l'introduction de dispositifs contractuels protecteurs et la mise en place de mesures préventives sur les plans juridique, financier et assurantiel ;
 - le paiement dans des devises stables ;
 - un pilotage des prévisions, rendu possible par une profondeur du carnet de commandes suffisante, permettant d'anticiper les évolutions défavorables et de réallouer en conséquence les moyens de production sur les marchés ou les activités moins affectés.

RISQUES LIÉS AUX PARTENARIATS

La capacité des contreparties (client, cotraitants, sous-traitants et fournisseurs) de Bouygues Construction à assumer leurs obligations est essentielle.

Les conséquences de la survenance d'un risque de contrepartie peuvent s'avérer importantes, en raison de la taille et de la complexité des projets auxquels le groupe participe.

Le risque de non-paiement, en raison de l'insolvabilité d'un client, apparaît modéré voire faible, dès lorsque :

- les clients de Bouygues Construction sont majoritairement des clients publics (État, collectivités locales) ;
- chaque opération fait l'objet d'une procédure de sélection qui tient compte de la qualité de la contrepartie et comporte des aménagements contractuels et financiers permettant de se prémunir contre le risque de non-paiement ;
- les opérations réalisées dans des États susceptibles de poser des difficultés en matière de paiement sont essentiellement financées par des organismes de financement multilatéraux (banque mondiale...).

Les risques liés à la défaillance des sous-traitants et des fournisseurs les plus importants sont maîtrisés grâce à un processus de sélection, de référencement et de suivi mené par la direction des achats de Bouygues Construction.

Les risques liés à la défaillance des cotraitants sur les opérations majeures ou complexes sont atténués par un processus de sélection adapté et, le cas échéant, par la mise en place de garanties appropriées.

MUTATION/UBÉRISATION

La capacité de Bouygues Construction à innover et à s'adapter aux évolutions du marché, des techniques et des technologies est essentielle.

L'absence d'adaptation et d'innovation est de nature à affecter l'amélioration de la productivité et la réduction des coûts de production. Elle peut également conduire à une perte d'opportunité et à la sortie de certains marchés.

Ce risque apparaît toutefois limité dans le contexte de Bouygues Construction, qui a mis en place une organisation dédiée à l'innovation, en charge notamment :

- d'accompagner les activités R&D de ses filiales et de centraliser les enjeux transverses ;
- d'assurer une veille en matière d'innovation ;
- de rechercher et de nouer des partenariats avec les *start-up* pertinentes du marché ;
- de favoriser les initiatives internes.

RISQUES JURIDIQUES, RÉGLEMENTAIRES ET ÉTHIQUES

Atteintes à l'éthique ou à la conformité

Bouygues Construction est exposée à des risques d'atteinte à l'éthique et à la conformité pouvant résulter du non-respect des référentiels du Groupe, eu égard notamment :

- aux relations qu'elle entretient avec des autorités publiques en tant que donneuse d'ordres, ou des autorisations qu'elle doit obtenir de leur part pour les besoins des projets ;
- aux sollicitations dont ses collaborateurs peuvent faire l'objet (apporteurs d'affaires, fournisseurs ou partenaires locaux) pouvant déboucher sur des pratiques anti concurrentielles, des conflits d'intérêts, des infractions aux règles d'embargo ;

- au nombre d'intervenants à une opération, en phase commerciale ou d'exécution ;
- à l'importance de ses implantations internationales.

La violation de normes en matière d'éthique et de conformité peut conduire à d'importantes sanctions financières, la privation de l'accès à certains marchés, certains financements et/ou couvertures d'assurance, une image dégradée, une désorganisation interne et l'imposition de programmes de surveillance (monitoring) spécifiques et contraignants.

La politique éthique et conformité de Bouygues Construction est soutenue par engagement fort du Président-directeur général, auquel est rattaché le Responsable Éthique et Conformité qui dispose de moyens dédiés à ces missions en central, relayés par les directions juridiques dans les entités. Elle s'appuie sur le code d'Éthique et les 5 Programmes de Conformité du groupe Bouygues. Depuis l'été 2018, Bouygues Construction s'est doté d'un Guide Pratique à destination des collaborateurs qui contient notamment la politique cadeaux et invitation, les dispositions concernant les mécénats et sponsoring mais aussi la règle du Groupe de ne plus recourir à l'intermédiation commerciale.

Ces dispositifs font l'objet de formation et sensibilisation des collaborateurs et les indicateurs de la politique sont présentés durant les Revues de Conformité des Entités et du Comité éthique de Bouygues Construction.

RISQUES EXTRA-FINANCIERS

Risque RH, perte d'expertise et de talents

Les activités de Bouygues Construction s'appuient sur les compétences, le savoir-faire et l'expertise de ses collaborateurs, en particulier dans le cadre de projets dont la réalisation s'inscrit sur le moyen ou long terme.

Le risque consisterait donc à ne pas être en mesure d'attirer et de fidéliser les meilleurs profils en termes de savoir-faire et/ou de potentiel, de former et faire monter en compétence efficacement l'ensemble des collaborateurs, ou d'allouer les ressources de manière pertinente.

La réalisation de ce risque contribuerait à :

- une baisse du niveau global d'expertise de Bouygues Construction susceptible de fragiliser son positionnement sur le marché ;
- une désorganisation découlant de la difficulté à planifier la disponibilité des ressources pertinentes ;
- une dégradation de la qualité et des délais de conception et/ou de réalisation des projets et, par voie de conséquence, à générer des surcoûts ;
- une dégradation de l'image et de la réputation de Bouygues Construction.

Des actions préventives et correctives sont déployées. Elles portent sur l'identification des compétences et des talents, l'analyse des données et l'attractivité du métier et de l'entreprise au moyen de :

- la création d'une grille de disponibilité des ressources (pays/régions/marché) ;
- la création de nouveaux outils interactifs pour répertorier les compétences et les capacités de remplacement ;
- l'évolution du modèle de management et de rémunération/récompense ;

- l'analyse des données : analyse des entretiens individuels, enquêtes préventives ;
- l'évolution du profil cible des candidats ;
- l'identification des besoins par chantier.

RSE

La réponse aux attentes croissantes en matière de la responsabilité sociale, d'exemplarité environnementale, de risque climatique et de décarbonation des activités de Bouygues Construction constitue un enjeu important.

L'absence de traitement de ces enjeux peut conduire à des pertes d'opportunités et un déficit réputationnel.

Pour répondre à cet enjeu et limiter les risques y afférents, Bouygues Construction a mis en place une organisation spécifique et poursuit sa démarche dénommée « Responsable & Engagé » comportant 12 thématiques d'engagement : Prévention santé, sécurité ; Éthique ; Droits humains fondamentaux ; Exemplarité des opérations ; Énergie/Carbone ; Diversité et qualité de vie au travail ; Économie circulaire ; Biodiversité ; Approvisionnement en ressources responsables ; Employabilité et Ancre Local ; Ouverture à la société et Solidarité.

Bouygues Construction a également mis en place pour ses chantiers une labellisation interne d'excellence dénommée « TopSite », qui couvre 5 thématiques : Santé – Sécurité, Environnement, Sociale, Sociétale, Qualité – Implication Client. Tous les chantiers de plus de 6 mois et 3 millions d'euros doivent impérativement tenter la labellisation.

ASSURANCES – COUVERTURES DES RISQUES

Bouygues Construction s'emploie en permanence à optimiser et à pérenniser les contrats d'assurance souscrits pour son compte et celui de ses filiales, non seulement pour se protéger contre d'éventuels sinistres, exceptionnels par leur ampleur ou leur nombre, mais aussi pour que cette protection soit et reste à un niveau de coût qui préserve la compétitivité de la société.

Cette politique d'assurance sur le long terme nécessite un partenariat avec des assureurs de qualité, ayant une excellente solidité financière. Pour le maintenir et pour éviter que certaines informations puissent être utilisées au préjudice des intérêts de Bouygues Construction, notamment dans le cadre de contentieux, Bouygues Construction veille à garder une grande confidentialité sur le montant des primes et sur les conditions de garantie, tout spécialement sur les contrats d'assurance de responsabilité.

Outre les contrats d'assurance légalement obligatoires, Bouygues Construction souscrit des assurances de responsabilité y compris pour le risque Cyber, garantissant les dommages aux tiers dont pourraient être responsables les sociétés du Groupe Bouygues Construction. Les activités et les tailles de ces sociétés étant très diverses, les montants des garanties sont adaptés aux risques encourus ; ils sont généralement supérieurs à cinq millions d'euros par sinistre.

Par ailleurs, les locaux permanents (tels que siège social, agence, dépôt-atelier) font l'objet d'une protection d'assurance par le biais de contrats d'assurance multirisques. Cette protection est apportée à hauteur d'une valeur contractuelle de reconstruction, définie en accord avec les assureurs et prenant en compte l'hypothèse de survenance d'un sinistre maximum probable.

Les travaux en cours font généralement l'objet d'une protection par des contrats Tous Risques Chantier, garantissant les dommages matériels pouvant les affecter. Le montant de la garantie est, le plus souvent, égal à la valeur du marché.

Toutefois, ce montant est parfois limité par la capacité totale disponible sur le marché mondial de l'assurance en fonction de certains critères tels que la zone géographique concernée, la nature des travaux (ex. : tunnel), le risque couvert (ex. : cyclones, tremblements de terre), la nature des garanties (ex. risque décennal pour les très grands ouvrages).

Pour l'ensemble de ces contrats, les franchises sont adaptées afin d'optimiser le coût global pour Bouygues Construction en fonction, d'une part de la probabilité de survenance des sinistres, d'autre part des diminutions de prime qu'il est possible d'obtenir de la part des assureurs en augmentant les franchises.

Enfin, Bouygues Construction et ses filiales poursuivent et développent des mesures de prévention et de protection pour réduire encore la survenance d'accident et de sinistres, et pour en limiter l'ampleur.

3. RISQUE DE CRÉDIT ET/OU DE CONTREPARTIE

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE COMMERCIAL

La trésorerie d'exploitation positive de nos projets et de nos unités opérationnelles est un principe fondamental de sécurité financière de nos activités. Des courbes prévisionnelles de trésorerie et de risques financiers sont établies sur les grandes affaires dès la phase commerciale et font l'objet de mises à jour régulières.

La qualité et la surface financière des clients, des associés, des partenaires, des fournisseurs et sous-traitants sensibles font l'objet d'analyses. Suivant le cadre contractuel et commercial dans lequel s'inscrit le projet, il peut notamment être fait appel à :

- des avances de démarrage versées par les clients, des retenues de garantie sur les situations sous-traitants,
- la délivrance de garanties bancaires (de paiement par les clients, de bonne fin par les sous-traitants, ...) de la cession de créances sans recours,
- l'assurance risque exportateur (couverture des risques pays & politiques),
- l'assurance crédit.

Le groupe n'est pas exposé à un risque de dépendance vis-à-vis d'un client spécifique.

Dans les associations momentanées d'entreprises, les répartitions temporaires de trésorerie entre associés s'effectuent contre garantie bancaire de restitution.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE BANCAIRE

Tout placement effectué auprès d'un tiers est préalablement avalisé par la Direction Trésorerie & Financement, tant sur le choix de la contrepartie bancaire (analyse du rating de l'établissement financier) que sur la nature de l'instrument à souscrire.

Les supports de placement sont principalement :

- des certificats de dépôt et des dépôts à terme dont la maturité n'excède pas 3 mois auprès de contreparties de premier rang,
- des comptes à terme et des comptes rémunérés ouverts auprès de banques de premier rang et offrant une liquidité quotidienne,
- des OPCVM monétaires purs présentant une liquidité quotidienne et une rémunération positive.

Ils font l'objet d'un recensement et d'une surveillance mensuels.

Aucune perte n'a été constatée sur 2020 sur les instruments de placement souscrits.

Au 31 décembre 2020, aucune banque ne concentrait plus de 5 % des liquidités disponibles. Les placements sont effectués à plus de 90 % auprès de contreparties présentant une notation minimum investment grade (Standard & Poors BBB+ minimum).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

À fin décembre 2020, la trésorerie nette s'élève à 4 219 M€ et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 207 M€.

4. RISQUE DE TAUX

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX

Le risque de taux d'intérêt porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable. Bouygues Construction négocie avec ses clients des avances de démarrage pour les chantiers. Bouygues Construction dispose en conséquence d'une trésorerie nette importante qui est placée à court terme avec une sensibilité à la variation des taux d'intérêt.

RÈGLES DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : swaps de taux d'intérêt, caps et tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe est de couvrir, au niveau du groupe Bouygues Construction, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers

présentent un caractère prévisible et récurrent. Étant donné le niveau d'endettement brut de Bouygues Construction et les investissements à réaliser par Bouygues Construction, la mise en place des instruments financiers susvisés est limitée à un usage de couverture des risques pris par la société.

5. RISQUE DE CHANGE

EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE

Bouygues Construction est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise.

C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part des dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs de Bouygues Construction en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

RÈGLES DE COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,

de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe appliqué au sein du groupe Bouygues Construction est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux futurs sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire. Par ailleurs, les titres de participations des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

6. RISQUE SUR ACTIONS ET AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

Bouygues Construction n'est pas exposé au risque sur actions.

Des instruments financiers peuvent ponctuellement être souscrits pour couvrir un risque sur matières premières sous réserve que les marchés financiers proposent un instrument adéquat. Ces instruments ne sont souscrits qu'à des fins de couverture auprès de banques de premier rang.

V. DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ - ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX - ACCORDS COLLECTIFS - CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article L. 22-10-36 du code de commerce modifié par la Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018, les informations relatives à :

- la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité, en ce compris les conséquences sur le changement climatique de son activité et de l'usage des biens et services qu'elle produit,
- ses engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire,

de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre les discriminations et en faveur de la promotion des diversités,

- les accords collectifs conclus dans l'entreprise et leurs impacts sur la performance économique de l'entreprise,
- les conditions de travail des salariés,

figurent dans le document d'enregistrement universel 2020 de la société Bouygues, disponible sur www.bouygues.com à compter du 18 mars 2021.

VI. PLAN DE VIGILANCE

Conformément à l'article L. 225-102-4 du code de commerce modifié par l'ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017, les informations relatives :

- aux droits humains et libertés fondamentales,
- à la santé et à la sécurité des personnes ainsi qu'à l'environnement.

figurent dans le document d'enregistrement universel 2020 de la société Bouygues, disponible sur www.bouygues.com à compter du 18 mars 2021.

VII. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement important n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

VIII. PERSPECTIVES 2021

Malgré le contexte sanitaire, Bouygues Construction dispose de nombreux atouts et d'une visibilité renforcée dans un marché présentant de nombreuses opportunités en France comme à l'international, notamment grâce à :

- **une activité acquise au 31 décembre 2020** pour l'exercice 2021 de 9,8 milliards d'euros ;
- **une activité internationale soutenue**, dans des pays d'implantation pérenne et aux perspectives économiques favorables (Suisse, Royaume-Uni, Canada, Allemagne...), bien classés par l'organisation non gouvernementale Transparency International ;
- **un carnet à moyen terme** (2 à 5 ans) de 9,6 milliards d'euros au 31 décembre 2020 ;

- **une structure financière saine**, forte d'un excédent financier élevé de 3,1 milliards d'euros ;
- **une avance dans le domaine de la construction durable et des énergies renouvelables**, avec une stratégie climat forte et pour laquelle une grande partie du budget de R&D est consacrée ;
- **un fort engagement dans l'innovation partagée** au service de ses clients.

Tout en assurant la santé et la sécurité des collaborateurs et partenaires des projets, la maîtrise de l'exécution des grands chantiers, la sélectivité dans les prises de commandes et l'innovation restent au cœur des priorités de Bouygues Construction en 2021.

IX. EXAMEN DES COMPTES CONSOLIDÉS ET DES COMPTES INDIVIDUELS

1. COMPTES CONSOLIDÉS

Le périmètre de consolidation est composé de 422 sociétés dont 55 % à l'international, nombre identique à celui de fin 2019.

Il se décompose en :

- 261 sociétés contrôlées, consolidées en intégration globale ;
- 127 sociétés qualifiées d'activité conjointe, consolidées en intégration proportionnelle, et
- 34 sociétés qualifiées de co-entreprise ou sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les principaux faits significatifs et variations de périmètre sont :

Arbitrage Alpiq

Bouygues Construction a conclu, le 22 décembre 2020, un accord amiable avec Alpiq et mis ainsi un terme au litige relatif à la vente par Alpiq de ses activités Énergies et Services.

Alpiq a remboursé au titre de cet accord 54,5 millions de CHF, qui se répartissent à hauteur de 51,5 millions de CHF pour Bouygues Construction et 3 millions de CHF pour Colas, ce qui met fin à la procédure d'arbitrage initiée par les parties en février 2019.

Cyberattaque

Le 30 janvier 2020, Bouygues Construction a été victime d'une attaque informatique de type *ransomware* causée par un logiciel malveillant. Dans un premier temps, et par mesure de précaution, Bouygues Construction a arrêté son système d'information pour éviter toute propagation et des mesures spécifiques ont été prises pour assurer la continuité des activités, tant en France qu'à l'international. Aucun chantier n'a été arrêté. La

mobilisation exceptionnelle de toute l'entreprise et d'experts internes et externes au groupe Bouygues a permis à Bouygues Construction de tenir ses engagements. À ce jour, tous les services et applications ont été restaurés. Les polices d'assurance ad hoc ont été activées et les plaintes déposées auprès des autorités compétentes n'ont pour l'instant pas abouti.

Conséquences de la pandémie de Covid-19

Impacts sur les activités du Groupe

Les activités de construction ont été impactées par le quasi-arrêt en France des chantiers dès la deuxième quinzaine du mois de mars 2020 en lien avec le confinement, puis par le redémarrage progressif de l'activité. Le ralentissement voire l'arrêt des activités a également été constaté dans un certain nombre d'autres pays (notamment Italie, Royaume-Uni, Canada, Suisse romande, Singapour et Philippines). À mi-juillet 2020, la quasi-totalité des sites ont rouvert en France et l'activité est revenue proche de la normale dans de nombreux autres pays. Mi-août, l'activité a également repris progressivement à Singapour.

Par ailleurs, le carnet offre une bonne visibilité à Bouygues Construction sur son activité 2021 tandis que le travail réalisé sur le Besoin en Fonds de Roulement a permis de maintenir la trésorerie à des niveaux élevés.

Enfin, face à cette crise sanitaire et au regard des incertitudes économiques qu'elle engendre, Bouygues a entendu démontrer sa responsabilité et sa solidarité face aux efforts importants qui sont demandés aux parties prenantes du groupe. Le Groupe Bouygues a décidé de ne pas reporter le paiement des acomptes d'impôts sur les sociétés ni les cotisations aux organismes sociaux.

Autres impacts financiers

La pandémie de Covid-19 a entraîné une réduction du chiffre d'affaires, principalement sur la fin du premier trimestre et au deuxième trimestre 2020. Le résultat opérationnel courant a été affecté par la perte de marge opérationnelle courante en lien avec cette baisse de chiffre d'affaires et avec les coûts inévitables et cela malgré les mesures de flexibilité mises en place. Ces coûts concernent principalement des coûts fixes de personnel (collaborateurs en activité partielle ou non occupés, nets le cas échéant d'indemnités par l'État), des locaux ou matériels non utilisés, des mesures prises par le Groupe pour assurer la sécurité des collaborateurs sur site face aux risques sanitaires.

Compte tenu de la reprise des activités, il n'est plus possible sur le second semestre d'isoler dans la variation de la performance la part qui serait imputable à la Covid-19. Pour rappel, les variations défavorables imputables à la Covid-19 s'élevaient à environ 1,3 Md€ sur le chiffre d'affaires et à 290 M€ sur le résultat opérationnel courant du premier semestre 2020.

ACTIF

Les immobilisations corporelles (659 M€) et incorporelles (16 M€) ont diminué de 87 M€ par rapport à fin 2019. Cette variation s'explique notamment par :

- les investissements de période de 177 M€ dont 113 M€ à l'étranger (notamment 15 M€ liés au tunnelier Trunk Road T2 (HK), 12 M€ pour le chantier Westconnex et 7 M€ relatifs au chantier du métro de Melbourne), et 64 M€ investis en France ;
- les dotations aux amortissements de la période (- 217 M€) ;
- les cessions des immobilisations corporelles et incorporelles (donnant lieu à une augmentation de la trésorerie de 56 M€).

Le poste « goodwill » s'établit à 1 148 M€. Il correspond à 875 M€ relatifs à l'UGT Energies & Services et 273 M€ relatifs à l'UGT BTP contre respectivement 877 M€ et 280 M€ au 31 décembre 2019.

Les coentreprises et entités associées, 93 M€ (105 M€ à fin 2019), correspondent aux participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Le poste est principalement composé de la part conservée dans la société Axione (51 %) pour 71 M€ et de la participation de 33 % dans le Consortium Stade de France pour 4,5 M€.

Les autres actifs financiers non courants, 225 M€, sont constitués de 37 M€ de participations non consolidées, et de 188 M€ de prêts, de créances rattachées à des participations et de dépôts et cautionnements. Leur montant s'élevait à 221 M€ fin 2019.

Le poste « impôts différés actif et créances fiscales non courants » est de 76 M€ ; il ne correspond qu'à des impôts différés.

L'actif courant hors trésorerie, 4 534 M€, diminue de 255 M€ par rapport à fin 2019 (4 789 M€).

La trésorerie nette des concours bancaires courants, 4 219 M€, augmente de 15 M€ par rapport à fin 2019 (4 204 M€).

PASSIF

Les capitaux propres totaux (y compris les « participations ne donnant pas le contrôle », qui correspondent aux intérêts minoritaires) diminuent de 153 M€ par rapport à fin 2019 (972 M€). Cette variation s'explique notamment par :

- 152 M€ de résultat net part du Groupe de la période ;
- (325) M€ de distribution de dividendes aux actionnaires du Groupe ;
- et + 23 M€ de variations des écarts actuariels sur les provisions pour engagements envers le personnel.

Les dettes financières non courantes s'élèvent à 1 065 M€, soit une diminution de 17 M€ par rapport à fin 2019.

Les provisions, poste important dans les activités de BTP, sont présentées en normes internationales selon leur exigibilité : provisions non courantes, 835 M€ et provisions courantes, 769 M€.

Les impôts courants, 83 M€, correspondent aux impôts sur les sociétés à échéance court terme, dus par les filiales françaises et étrangères.

Les dettes fournisseurs représentent 2 921 M€ fin 2020 par rapport à 3 039 M€ fin 2019.

Le poste « Passif sur contrats clients » s'élève à 2 633 M€ à fin décembre 2020 (contre 2 638 M€ à fin décembre 2019). Il répond aux préconisations de présentation de la norme IFRS 15 et correspond au cumul des avances et acomptes reçus et des produits constatés d'avance.

Les autres passifs courants s'élèvent à 1 760 M€. Ce poste regroupe principalement les dettes fiscales et sociales.

COMPTE DE RÉSULTAT

Le chiffre d'affaires s'élève à 12 047 M€, en diminution de 9,8 % par rapport à 2019, fortement impacté par les effets de la pandémie Covid-19.

40 % du chiffre d'affaires est réalisé en France et les activités de BTP représentent 71 % du total du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 171 M€ (378 M€ en 2019). Après déduction de 103 M€ de charges d'impôt, le résultat net part du Groupe ressort à 152 M€.

2. COMPTES INDIVIDUELS

COMMENTAIRES

L'augmentation de 37 M€ de l'actif immobilisé net (1 846 M€ fin décembre 2020 contre 1 809 M€ fin 2019) s'explique principalement par les augmentations de capital en faveur de Bouygues Travaux Publics pour 100 M€ et Kraftanlagen pour 16 M€, et au remboursement reçu de 47 M€ au titre de l'accord amiable conclu avec Alpiq concernant l'acquisition de Bouygues E&S Intec et Kraftanlagen.

La diminution de 7 M€ de l'actif circulant (425 M€ fin décembre 2020 contre 432 M€ fin 2019) résulte principalement de la diminution des comptes courants avec les sociétés du Groupe.

Les capitaux propres s'élèvent à 688 M€ fin décembre 2020, en diminution de 110 M€ compte tenu d'une distribution de dividendes pour 325 M€ et d'un résultat de l'exercice de 215 M€.

Les dettes financières représentent 1 234 M€ fin décembre 2020 (1 246 M€ fin 2019). Ce poste correspond à la trésorerie empruntée auprès des sociétés de compensation de trésorerie du groupe Bouygues et affectée au financement d'actifs à long terme, dans la mesure où Bouygues Construction bénéficie de lignes de crédit à long terme confirmées, disponibles et non utilisées.

Le passif circulant s'élève à 257 M€ fin décembre 2020 par rapport à 187 M€ fin 2019, soit une augmentation de 70 M€ principalement due aux comptes courants pour 30 M€ et aux écarts de conversion passif de 19 M€.

La trésorerie ressort à (1 318) M€ fin décembre 2020 (notion d'endettement financier net). Elle était de (1 239) M€ fin 2019, soit une variation de (79) M€.

Situation d'endettement de la société

À fin décembre 2020, la trésorerie nette s'élève à 4 219 M€ et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 207 M€.

Montant des prêts à moins de trois ans consentis par la société à titre accessoire à son activité principale (article L. 511-6, 3bis al.1 et art R. 511-2-1-1 et R. 511-2-1-2 du code monétaire et financier)

La Société n'a consenti aucun prêt à moins de trois ans à titre accessoire à son activité principale, au cours de l'exercice écoulé.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 et L. 247-1 du code de commerce, la présentation de l'activité et des résultats du groupe Bouygues Construction figurant dans le présent rapport inclut celle des filiales de la Société et des sociétés contrôlées par elle.

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan de la Société et figure en page suivante.

Succursales – établissements secondaires

Conformément à l'article L. 232-1 du code de commerce, nous vous informons que la Société possède 3 établissements secondaires ouverts dans le cadre de l'organisation fonctionnelle et comptable de la Société. Il s'agit des CRP Comptabilité à Rouen et Saint-Herblain et du CRP Paie à Lyon.

INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Conformément aux dispositions des articles L. 441-14 et D. 441-4 du code de commerce, nous vous indiquons ci-après, les informations sur les délais de paiement :

- des fournisseurs, portant sur factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ;
- des clients, relatives aux factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital ⁽⁴⁾	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats ⁽⁴⁾	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
				Brute	Nette						

A. Renseignements détaillés⁽¹⁾⁽²⁾

Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)	-	-	-	1 343	1 324	741	37	-	-	-	-
DTP	10	1	100,00 %	24	24	-	-	2	4	-	-
Bouygues Bâtiment International	25	163	100,00 %	85	85	118	5	806	21	70	-
Bouygues Bâtiment Île-de-France	13	36	99,70 %	103	103	-	-	1 314	11	11	-
Bouygues Travaux Publics	291	(44)	98,88 %	343	343	84	2	1 375	(94)	-	-
Byes ⁽⁵⁾	51	60	100,00 %	158	158	262	9	2 354	47	-	-
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	19	100,00 %	35	35	0	-	298	9	-	-
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	13	100,00 %	11	11	0	-	170	3	1	-
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	36	100,00 %	6	6	0	-	311	5	3	-
Fichallenge	2	(7)	100,00 %	2	-	-	-	-	1	-	-
Challenger	0	-	99,99 %	15	15	-	-	19	4	-	-
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	47	100,00 %	4	4	0	-	381	9	4	-
Bouygues Bâtiment Central Europe	0	20	100,00 %	25	25	34	-	-	1	-	-
Vsl (Suisse)	2	4	100,00 %	32	32	82	-	34	(1)	6	-
Losinger Holding (Suisse)	15	12	99,96 %	22	22	-	-	-	46	59	1 CHF = 0,925754
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	355	100,00 %	6	6	53	-	85	73	56	1 HKD = 0,105106
Acieroid (Espagne)	1	1	93,81 %	18	1	-	-	25	0	-	-
Byes Intec Ag (Suisse)	30	67	100,00 %	352	352	109	-	0	7	8	1 CHF = 0,925754
Kraftanlagen (Allemagne)	25	(2)	100,00 %	99	99	0	21	192	(11)	-	-
Participations (10 à 50% du capital) - à détailler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.

Total	-	-	-	33	6	13	-	-	-	-	-
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	2	1	10	-	-	-	2	-
Filiales étrangères (ensemble) ⁽³⁾	-	-	-	0	0	-	-	-	-	1	-
Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	30	5	2	-	-	-	1	-
Participations dans des sociétés étrangères	-	-	-	0	0	0	-	-	-	0	-
Total global	-	-	-	1 376	1 330	754	-	-	-	-	-

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation

(5) Réserves et résultats consolidés hors part des tiers et CA consolidé du groupe

(en milliers d'euros)	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
A/ Factures concernées, par tranches de retard de paiement												
Nombre de factures	359					3	410	14				
Montant total TTC	24 669	-	0	0	0	0	32 841	216	29	-	294	539
% du total achats TTC	16,11 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %						
% du CA TTC							14,10 %	0,09 %	0,01 %	0,0 %	0,13 %	0,23 %
B/ Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures			0						0			
Montant total TTC			0						0			
C/ Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou L. 443-1 du code de commerce)												
Délais utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est 45 jours fin de mois						Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est à 30 jours le 15 du mois suivant					

Pour mémoire :

- le poste « fournisseurs et comptes rattachés » (55 M€) comprend également les charges à payer et les effets à payer non présentés.
- le poste « clients et comptes rattachés » (36 M€) comprend également les factures à établir.

X. INFORMATIONS RESSOURCES HUMAINES

À fin décembre 2020, les effectifs consolidés de Bouygues Construction étaient de **58 709** collaborateurs (**y compris BYES Intec et Kraftanlagen**) se répartissant de la façon suivante :

• Effectifs en France	21 832
- Compagnons	5 522
- ETAM	6 362
- Cadres	9 948
<i>Y compris collaborateurs cadres en détachement à l'international</i>	

Effectifs à l'international	36 877
- Expatriés*	585
- Effectifs locaux à l'international	36 292

*expatriés de droit français uniquement

Le taux de fréquence des accidents avec arrêts (**y compris BYES Intec et Kraftanlagen**) au 31 décembre 2020 s'élève à 4,41.

Le taux de gravité atteint 0,27.

XI. AFFECTATION DU RÉSULTAT 2020

Nous vous proposons d'affecter et de répartir le bénéfice de l'exercice de la façon suivante :

Réserve légale (dotée à son maximum)	NÉANT
Bénéfice de l'exercice 2020	214 882 530,20 €
Report à Nouveau antérieur	317 599 812,29 €
Soit bénéfice disponible	532 482 342,49 €
Distribution d'un dividende de (soit 89,00 € par action)	151 854 470,00 €
Le solde au report à nouveau	380 627 872,49 €

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	2017	2018	2019
Nombre d'actions	1 706 230	1 706 230	1 706 230
Dividende par action	187,26 €	128,45 €	190,48 €
Dividende total	319 508 629,80 €	219 165 243,50 €	325 002 690,40 €

XII. RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102, alinéa 2, du code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices a été annexé au présent rapport.

XIII. PRISES DE PARTICIPATIONS ET PRISES DE CONTRÔLE

1. PRISES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Conformément aux articles L 233-6 et L 247-1 du code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucune participation directe (en capital ou en droits de vote) représentant plus de 5 %, 10 %, 20 %, 33,33 % ou 50 % du capital de sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française.

2. PRISES DE CONTRÔLE DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Conformément aux articles L 233-6 et L 247-1 du code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucun contrôle direct ou indirect dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française.

XIV. INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

1. OPÉRATIONS MODIFIANT LE CAPITAL SOCIAL

Aucune opération n'a eu pour effet de modifier le montant du capital social au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

2. IDENTITÉ DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES DÉTENANT PLUS DU VINGTIÈME DU CAPITAL SOCIAL OU DES DROITS DE VOTE

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du code de commerce et compte tenu des informations reçues, en application de l'article L. 233-12 dudit code, nous vous informons qu'au 31 décembre 2020, le capital social de Bouygues Construction est détenu à hauteur de 99,93 % par la société Bouygues, Société Anonyme dont le siège social est sis à PARIS (75008) – 32, Avenue Hoche, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 572 015 246.

3. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES ET AUX ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE

Conformément à l'article L. 233-13 du code de commerce, au 31 décembre 2020, la Société ne détient pas d'actions d'autocontrôle.

4. ALIÉNATIONS D'ACTIONS EFFECTUÉES EN VUE DE RÉGULARISER LES PARTICIPATIONS CROISÉES

Dans la mesure où la Société ne détient aucune participation réciproque avec une autre société, les régularisations par voie d'aliénation imposées par les dispositions de l'article L. 233-39 du code de commerce ne trouvent pas à s'appliquer.

Ainsi aucune aliénation d'actions n'a été réalisée en vue de régulariser des participations réciproques au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

5. ACTIONS ACHETÉES ET VENDUES AU TITRE DE L'INTÉRESSEMENT DES SALARIÉS AUX FRUITS DE L'EXPANSION DE L'ENTREPRISE (ARTICLES L. 225-208, L. 225-209-2 ET L. 225-211 DU CODE DE COMMERCE)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, aucune action n'a été achetée ou vendue au titre de l'intéressement des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise.

XV. DÉPENSES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du code général des impôts, aucune dépense ni charge non déductible fiscalement, telles que visées au 4 de l'article 39, du code général des impôts, n'a été engagée au cours de l'exercice, de même qu'aucune réintégration de frais généraux visés au 5 de l'article 39 dudit code n'a été opérée.

XVI. PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du code de commerce, il est indiqué que, à la date de clôture de l'exercice, soit le 31 décembre 2020, la part du capital de la Société détenue par les salariés de la Société, ainsi que par les salariés des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du code de commerce, est nulle.

Il est en revanche précisé que, conformément à l'article L. 225-184 du code de commerce, un rapport spécial sur les attributions ou les levées d'options de souscription ou d'achat d'actions dont ont bénéficié, durant l'exercice, les mandataires sociaux de la Société ainsi que les dix principaux bénéficiaires parmi les salariés de la Société, est présenté à l'Assemblée Générale.

XVII. OBSERVATIONS DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Le Comité social et économique n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L. 2323-8 du code du travail.

XVIII. AUTORISATIONS DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Conformément aux dispositions des articles L. 225-35 et R. 225-28 du code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 16 février 2021, le Président-directeur général à

consentir des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un montant de 300 millions d'euros.

Ces autorisations ont été données pour une période d'un an.

XIX. RÉOLUTIONS

Dans les résolutions qui vous sont soumises, nous vous proposons de vous prononcer sur les points suivants figurant à l'ordre du jour ci-après :

- Lecture du rapport de gestion et du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes,
- Approbation des comptes annuels portant sur l'exercice 2020 et des opérations de l'exercice 2020 – Quitus aux administrateurs,
- Approbation des comptes consolidés portant sur l'exercice 2020 et des opérations de l'exercice 2020,

- Affectation des résultats de l'exercice 2020 et fixation du dividende,
- Approbation des conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du code de commerce,
- Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire : ERNST & YOUNG AUDIT,
- Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant : AUDITEX,
- Pouvoirs pour dépôt et formalités.

Nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur les résolutions qui sont soumises à votre vote.

XX. AUTRES INFORMATIONS

ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2020, la Société est dirigée par un Président-directeur général et un Directeur général délégué.

Nous vous informons que :

- les mandats de commissaire aux comptes titulaire d'ERNST & YOUNG AUDIT et de commissaire aux comptes suppléant d'AUDITEX arriveront à échéance à l'issue de la présente assemblée générale ;

- les mandats de commissaire aux comptes titulaire de MAZARS et de commissaire aux comptes suppléant de Loïc WALLAERT arriveront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.



Comptes consolidés

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2020 net	31/12/2019 net
Immobilisations corporelles	3	659	746
Droits d'utilisation des actifs loués	3	226	262
Immobilisations incorporelles	3	16	16
Goodwill	3	1 148	1 157
Coentreprises et entités associées	3 et 17	93	105
Autres actifs financiers non courants	3	225	221
Impôts différés actifs	7	76	71
Actif non courant		2 443	2 578
Stocks		268	286
Avances et acomptes versés sur commandes		137	155
Clients et comptes rattachés		1 941	2 143
Actifs sur contrats clients		1 000	1 078
Actifs d'impôt courants		64	110
Autres créances courantes		1 109	1 012
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 582	4 629
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		-	-
Autres actifs financiers courants		14	5
Actif courant	4, 17 et 18	9 115	9 418
Actifs ou activités détenus en vue de la vente		-	-
Total actif		11 558	11 996

BILAN CONSOLIDÉ

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2020	31/12/2019
Capital social		128	128
Primes et réserves		529	503
Réserve de conversion		4	10
Actions propres détenues		-	-
Résultat net part du Groupe		152	325
Capitaux propres (part du Groupe)	5	813	966
Participations ne donnant pas le contrôle		6	6
Capitaux propres	5	819	972
Dettes financières non courantes	8 et 17	1 065	1 082
Obligations locatives non courantes	10	197	216
Provisions non courantes	6 et 17	835	857
Impôts différés passifs	7	23	18
Passif non courant		2 120	2 173
Dettes financières courantes	8 et 17	11	9
Obligations locatives courantes	10	72	97
Passifs d'impôt courants	11	83	136
Fournisseurs et comptes rattachés	11	2 921	3 039
Passifs sur contrats clients	11	2 633	2 638
Provisions courantes	6 et 17	769	742
Autres passifs courants	11	1 760	1 750
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	11 et 17	363	425
Instruments financiers – Couverture des dettes financières		-	-
Autres passifs financiers courants	18	7	15
Passif courant		8 619	8 851
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente		-	-
Total capitaux propres et passif		11 558	11 996
Endettement financier net (-) / excédent financier net (+)	9	3 143	3 113

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2020	Exercice 2019
Chiffre d'affaires^a	12 et 17	12 047	13 355
Autres produits de l'activité		27	41
Achats consommés		(6 911)	(7 726)
Charges de personnel		(3 231)	(3 359)
Charges externes		(1 479)	(1 729)
Impôts et taxes		(133)	(146)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(218)	(184)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(95)	(96)
Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées		(244)	(271)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière		-	(9)
Autres produits d'exploitation ^b		629	706
Autres charges d'exploitation		(221)	(204)
Résultat opérationnel courant	13 et 17	171	378
Autres produits opérationnels		41	
Autres charges opérationnelles		(5)	(23)
Résultat opérationnel	13 et 17	207	355
Produits financiers		29	40
Charges financières		(16)	(20)
Coût de l'endettement financier net (-) / Produit de l'excédent financier net (+)	14 et 17	13	20
Charges d'intérêts sur obligations locatives	17	(10)	(11)
Autres produits financiers	14	32	59
Autres charges financières	14	(23)	(48)
Impôt	15 et 17	(103)	(128)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	3 et 17	38	79
Résultat net des activités poursuivies	17	154	326
Résultat net des activités abandonnées		-	-
Résultat net	17	154	326
Résultat net part du Groupe	17	152	325
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		2	1
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	16	89,04	190,24
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	16	89,04	190,24
(a) dont chiffre d'affaires réalisé à l'international		7 234	8 035
(b) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres		199	231

ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

(en millions d'euros)	Exercice 2020	Exercice 2019
Résultat net	154	326
Éléments non recyclables en résultat net		
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	22	(38)
Réévaluation des placements en instruments de capitaux propres	(3)	(1)
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	2	5
Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées	(1)	(1)
Éléments recyclables en résultat net		
Écarts de conversion	(10)	(2)
Réévaluation des actifs de couverture	7	(5)
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	(1)	
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	4	6
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	20	(36)
Produits et charges nets comptabilisés	174	290
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	172	289
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	2	1

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital et Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Situation au 31 décembre 2018 retraité^a	143	249	568		(66)	894	4	898
Mouvements Exercice 2019								
Résultat net	-	-	325	-	-	325	1	326
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	(36)	(36)	-	(36)
Résultat net et produits et charges comptabilisés^c	-	-	325	-	(36)	289	1	290
Opérations nettes sur capital et réserves	-	97	(97)	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle	-	-	9	-	-	9	1	10
Distribution	-	-	(219)	-	-	(219)	(1)	(220)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations (changements de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)	-	-	(7)	-	-	(7)	1	(6)
Situation au 31 décembre 2019	143	346	579		(102)	966	6	972
Mouvements Exercice 2020								
Résultat net	-	-	152	-	-	152	2	154
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	20 ^b	20	^b	20
Résultat net et produits et charges comptabilisés^c	-	-	152	-	20	172	2	174
Opérations nettes sur capital et réserves	-	(16)	16	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution	-	-	(325)	-	-	(325)	(2)	(327)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations (changements de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)	-	-	-	-	-	-	-	-
Situation au 31 décembre 2020	143	330	422	-	(82)	813	6	819

(a) Les capitaux propres au 31 décembre 2018 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16

(b) dont variation de la réserve de conversion

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	(10)		(10)
Coentreprises et entités associées	4		4
	(6)	0	(6)

(c) voir état consolidé des produits et charges comptabilisés

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2020	Exercice 2019
I – Flux de trésorerie des activités poursuivies			
A – FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies		154	326
Retraitements :			
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus		(34)	6
Dividendes des sociétés non consolidées		(3)	(7)
Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes		209	141
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		94	96
Plus et moins-values de cessions d'actifs		(32)	(103)
Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines		103	128
Impôts décaissés		(132)	(86)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		(4)	(10)
Caf après coût de l'endettement financier net / Produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés	17	355	491
Reclassement du coût de l'endettement financier net / Produit de l'excédent financier net et des charges d'intérêts sur obligations locatives		(3)	(9)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes ^a		252	(146)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		604	336
B – FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	17	(177)	(247)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	17	63	58
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles		(7)	(9)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés		(1)	-
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés		-	12
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés		-	(12)
Prix d'acquisition des activités consolidées		-	-
Prix de cession des activités consolidées		56	93
Dettes nettes sur activités consolidées		-	(1)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées		-	(11)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées		(12)	36
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(78)	(81)
C – FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires		-	10
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère		(325)	(219)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle		(2)	(1)
Variation des dettes financières courantes et non courantes		9	14
Remboursement des obligations locatives	17	(100)	(98)
Coût de l'endettement financier net / Produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives		3	9
Autres flux liés aux opérations de financement		-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(415)	(285)
D – INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
Variations de la trésorerie nette (a+b+c+d)		15	46
Trésorerie nette à l'ouverture	4 et 11	4 204	4 159
Flux nets		15	46
Flux non monétaires		-	(1)
Activité détenue en vue de la vente		-	-
Trésorerie nette à la clôture	4 et 11	4 219	4 204
II – Flux de trésorerie des activités abandonnées			
Trésorerie nette à l'ouverture		-	-
Flux nets		-	-
Trésorerie nette à la clôture		-	-

(a) définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant – passif courant, hors impôts sur les sociétés, hors créances et dettes sur immobilisations, hors dettes financières courantes, hors obligations locatives courantes et hors instruments financiers sur couverture de dettes

Notes aux états financiers

NOTE 1. FAITS SIGNIFICATIFS AU 31 DÉCEMBRE 2020

1.1. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2020

Bouygues Construction a conclu, le 22 décembre 2020, un accord amiable avec Alpiq et mis ainsi un terme au litige relatif à la vente par Alpiq de ses activités Énergies et Services.

Alpiq a remboursé au titre de cet accord 54,5 millions de CHF, qui se répartissent à hauteur de 51,5 millions de CHF pour Bouygues Construction et 3 millions de CHF pour Colas, ce qui met fin à la procédure d'arbitrage initiée par les parties en février 2019. Cet ajustement étant intervenu au-delà de douze mois après l'acquisition d'Alpiq Engineering Services, il engendre un profit comptabilisé au quatrième trimestre en « Autres produits opérationnels », net des frais de litiges.

Le 30 janvier 2020, Bouygues Construction a été victime d'une attaque informatique de type *ransomware* causée par un logiciel malveillant. Dans un premier temps, et par mesure de précaution, Bouygues Construction a arrêté son système d'information pour éviter toute propagation et des mesures spécifiques ont été prises pour assurer la continuité des activités, tant en France qu'à l'international. Aucun chantier n'a été arrêté. La mobilisation exceptionnelle de toute l'entreprise et d'experts internes et externes au groupe Bouygues a permis à Bouygues Construction de tenir ses engagements. À ce jour, tous les services et applications ont été restaurés. Les polices d'assurance ad hoc ont été activées et les plaintes déposées auprès des autorités compétentes n'ont pour l'instant pas abouti.

Conséquences de la pandémie de Covid-19

Impacts sur les activités du Groupe

Les activités de construction ont été impactées par le quasi-arrêt en France des chantiers dès la deuxième quinzaine du mois de mars 2020 en lien avec le confinement, puis par le redémarrage progressif de l'activité. Le ralentissement voire l'arrêt des activités a également été constaté dans un certain nombre d'autres pays (notamment Italie, Royaume-Uni, Canada, Suisse romande, Singapour et Philippines). À mi-juillet 2020, la quasi-totalité des sites ont rouvert en France et l'activité est revenue proche de la normale dans de nombreux autres pays. Mi-août, l'activité a également repris progressivement à Singapour.

Par ailleurs, le carnet offre une bonne visibilité à Bouygues Construction sur son activité 2021 tandis que le travail réalisé sur le besoin en fonds de roulement a permis de maintenir la trésorerie à des niveaux élevés.

Enfin, face à cette crise sanitaire et au regard des incertitudes économiques qu'elle engendre, Bouygues a entendu démontrer sa responsabilité et sa solidarité face aux efforts importants qui sont demandés aux parties prenantes du Groupe. Le groupe Bouygues a décidé de ne pas reporter le paiement des acomptes d'impôts sur les sociétés ni les cotisations aux organismes sociaux.

Autres impacts financiers

La pandémie de Covid-19 a entraîné une réduction du chiffre d'affaires, principalement sur la fin du premier trimestre et au deuxième trimestre 2020. Le résultat opérationnel courant a été affecté par la perte de marge opérationnelle courante en lien avec cette baisse de chiffre d'affaires et avec les coûts inévitables et cela malgré les mesures de flexibilité mises en place. Ces coûts concernent principalement des coûts fixes de personnel (collaborateurs en activité partielle ou non occupés, nets le cas échéant d'indemnités par l'État), des locaux ou matériels non utilisés, des mesures prises par le Groupe pour assurer la sécurité des collaborateurs sur site face aux risques sanitaires.

Compte tenu de la reprise des activités, il n'est plus possible sur le second semestre d'isoler dans la variation de la performance la part qui serait imputable à la Covid-19. Pour rappel, les variations défavorables imputables à la Covid-19 s'élevaient à environ 1,3 milliards d'euros sur le chiffre d'affaires et à 290 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant du premier semestre 2020.

1.2. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Aucun fait significatif n'est intervenu postérieurement au 31 décembre 2020.

NOTE 2. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1. PRINCIPES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction au 31 décembre 2020 ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, les IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee*, ou émises par l'organisme qui l'a précédé le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 31 décembre 2020, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union européenne.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) : le bilan, le compte de résultat, l'état des produits et charges comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2019.

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction intègrent les comptes de Bouygues Construction S.A. et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées, les coentreprises et les activités conjointes. Ils sont présentés en millions d'euros et intègrent les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2013-03 du 7 novembre 2013 et n° 2016-01 du 2 décembre 2016 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 16 février 2021 et seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale ordinaire du 19 avril 2021.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2020 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs/passifs évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS.

Les méthodes d'évaluations spécifiques aux comptes consolidés sont les suivantes :

JUGEMENTS ET RECOURS À DES ESTIMATIONS :

Lors de la préparation des comptes consolidés, conformément aux normes et interprétations, le Groupe procède à des estimations et des hypothèses. Elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel l'appréciation des tests de dépréciation des goodwill et des participations, de l'évaluation des actifs et des passifs identifiables dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix lors de l'acquisition, des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière, pensions, etc.), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, de la recouvrabilité des impôts différés actifs en particulier en cas d'historique de pertes fiscales sur plusieurs exercices, des provisions (litiges et contentieux, etc.), des contrats de location (durées raisonnablement certaines d'exercice et taux d'endettement marginaux, décrites respectivement en notes 2.4.1.1 et 2.4.2.1 de l'annexe), et des marges à fin d'affaires des opérations de construction (note 2.4.3.2 de l'annexe).

Enfin, en l'absence de norme ou d'interprétation applicable à une transaction spécifique, à un autre événement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les comptes consolidés :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

2.2. NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS IFRS

Au 31 décembre 2020, le Groupe a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existants dans les comptes consolidés de l'exercice 2019 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2020.

• Principaux amendements en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire en 2020 :

• Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7

Le 26 septembre 2019, l'IASB a publié des amendements à IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7 (phase 1) dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence. Le texte, adopté par l'Union européenne le 16 janvier 2020, est applicable au 1^{er} janvier 2020 de manière rétrospective.

L'impact de ces amendements n'est pas significatif pour le Groupe.

• Amendements à IFRS 3

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à IFRS 3 afin de clarifier la définition d'activité (business) dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Le texte, adopté par l'Union européenne le 21 avril 2020 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

L'impact de ces amendements n'est pas significatif pour le Groupe.

• Amendements à IFRS 16

Le 28 mai 2020, l'IASB a publié un amendement à IFRS 16 sur les allègements de loyers liés à la pandémie de Covid-19. Le texte, adopté par l'Union européenne le 9 octobre 2020 est applicable au 1^{er} juin 2020. L'impact de cet amendement, qui donne aux locataires la possibilité de comptabiliser les allègements de loyer liés à la pandémie comme s'il ne s'agissait pas de modifications de contrats de location, n'est pas significatif pour le Groupe.

2.3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

2.3.1. MODES D'INTÉGRATION ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Pour les activités contrôlées conjointement et qui confèrent à chacun des coparticipants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs, les charges et les produits, les actifs et passifs sont comptabilisés selon les intérêts détenus dans l'activité conjointe.

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce une influence notable ainsi que les coentreprises qui confèrent des droits sur l'actif net sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

- Évolution du périmètre de consolidation

Exercice	31/12/2020	31/12/2019
Sociétés contrôlées	261	261
Activités conjointes	127	128
Coentreprises et entités associées	34	33
Total	422	422

2.3.2. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Les états financiers des filiales consolidées dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen annuel pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les différences de conversion qui en découlent sont inscrites dans la rubrique « Réserve de conversion » figurant dans les capitaux propres.

Les différences de change relatives à une dette libellée en monnaie étrangère, comptabilisée comme couverture de l'investissement net dans une entité étrangère, sont imputées dans les capitaux propres.

2.3.3. CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVISES

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en résultat net. Les actifs et passifs non monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2.3.4. IMPOSITIONS DIFFÉRÉES

Les impositions différées sont constatées, sur la totalité des différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif (approche bilan) ; elles résultent :

- des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale ; elles sont, soit :
 - des sources d'impositions futures (impôts différés passifs : IDP) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée ;
 - des sources de déductions futures (impôts différés actifs : IDA) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Les IDA sont revus à chaque clôture et comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) ayant une forte probabilité de récupération sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date d'arrêté des comptes, selon les pays. Ainsi, au 31 décembre 2020, les différences temporelles et les reports fiscaux déficitaires des entités françaises ont été comptabilisés aux taux votés par l'Assemblée nationale selon les échéanciers de retournement suivants :

- 28,41 % pour 2021 ;
- 25,83 % pour 2022 et au-delà.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation et sont présentés en actif ou en passif non courant.

2.3.5. CONTRATS DE CONCESSIONS ET PPP (PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ)

Le Groupe détient des participations dans des sociétés titulaires de contrats de concessions/PPP (Partenariat Public Privé), qui sont traités conformément aux modalités définies par l'interprétation IFRIC 12.

2.4. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

2.4.1. ACTIF

2.4.1.1. Actif non courant

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont valorisées initialement au coût de revient de l'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité ou des modes d'amortissement différents, ces dernières sont comptabilisées séparément (approche par composant).

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, et de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ; toutes les remises et rabais commerciaux sont déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges sauf lorsqu'elles améliorent la performance de l'immobilisation définie à l'origine, augmentent sa durée de vie, ou réduisent les coûts opérationnels antérieurement établis.

Après sa comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur. Le Groupe applique le traitement de référence en comptabilisant les immobilisations selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif.

La base amortissable correspond au coût d'achat diminué le cas échéant de la valeur résiduelle finale estimée nette des frais de sortie. La valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est le montant que l'entreprise recevrait actuellement pour l'actif si celui-ci était déjà dans les conditions d'âge et d'usure prévues à la fin de sa durée de vie utile (hors effet inflation).

Les principales durées d'utilité retenues sont :

- constructions : 10 à 40 ans ;
- installations techniques, matériels et outillages : de 3 à 15 ans ;
- autres immobilisations corporelles : de 3 à 10 ans selon la nature du bien (matériel de transport, matériel et mobilier de bureau...).

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

Les profits et pertes sur cession sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée. Ils sont inclus en « Autres produits et charges d'exploitation », sauf lorsqu'ils répondent aux critères de classification en « Autres produits et charges opérationnels ».

DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS

La norme IFRS 16 définit le droit d'utilisation relatif à un contrat de location comme étant un actif qui représente le droit du preneur d'utiliser le bien sous-jacent pour la durée du contrat.

Ce droit d'utilisation est reconnu par le Groupe à la date de prise d'effet du contrat de location (dès la mise à disposition de l'actif). Il est évalué à son coût et comprend :

- le montant initial de l'obligation locative (note 3.2.2 de l'annexe) ;
- les paiements d'avance faits au bailleur nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur ;
- les coûts directs initiaux significatifs encourus par le preneur pour la conclusion du contrat, correspondant aux coûts qui n'auraient pas été encourus si le contrat n'avait pas été conclu ;
- une estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat.

L'amortissement est comptabilisé en charge au compte de résultat selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location. Le droit d'utilisation fait l'objet d'une dépréciation s'il existe un indice révélant une possible perte.

La durée du contrat correspond à la période non résiliable du contrat pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser l'actif sous-jacent, après prise en compte des options de renouvellement ou de résiliation que le preneur est raisonnablement certain d'exercer.

Les droits d'utilisation chez Bouygues Construction sont principalement relatifs à des contrats de baux immobiliers, dont les durées sont généralement de neuf ans en France.

La décision de l'IFRIC du 26 novembre 2019 n'a pas d'impact significatif sur les durées retenues dans le cadre de l'application d'IFRS 16.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable, sans substance physique et contrôlé par l'entité. Il peut être :

- séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante, transféré),
- issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable).

Les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé, ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3R. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur totale (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3R offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, méthode dite du « goodwill complet ») ;
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, méthode dite du « goodwill partiel »).

Les goodwills déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle

ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le goodwill (ou écart d'acquisition) représente tout excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition.

Le goodwill représente un paiement effectué par l'acquéreur en anticipation d'avantages économiques futurs provenant d'actifs qui ne peuvent être identifiés de manière individuelle et comptabilisés séparément.

Il est comptabilisé dans le poste « goodwill » s'il est positif et repris en résultat dès l'exercice d'acquisition s'il est négatif.

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquisition, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur conformément à IAS 36 dans le cadre d'un test de dépréciation annuel (*impairment test*). En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

À ce titre, le goodwill est affecté à l'Unité Génératrice de Trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

La valeur de l'UGT est déterminée par la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow* : D.C.F.) selon les principes suivants :

- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital ;
- les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à moyen terme élaboré par la direction de l'UGT concernée ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif après charge de loyers et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec les perspectives de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé après prise en compte des droits d'utilisation et déduction faite des obligations locatives.

Bouygues Construction a identifié 2 Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) : une UGT comprenant les activités de BTP en France et à l'International et une UGT comprenant les activités d'Énergies et Services en France et à l'International.

Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.

Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités BTP et Énergies et Services et de continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.

Le Groupe a fixé aux activités de BTP et Énergies et Services un objectif de rentabilité, décliné par année.

Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.

Pour l'UGT BTP :

- taux d'actualisation retenu : 7,50 % / 7,10 % selon l'hypothèse ;
- taux de croissance retenu : 2 %.

Pour l'UGT Énergies et Services :

- taux d'actualisation retenu : 6,80 % / 6,40 % selon l'hypothèse ;
- taux de croissance retenu : 2 %.

ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers sont comptabilisés en fonction de leurs modalités de gestion et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. En fonction de ces critères, les actifs financiers sont comptabilisés :

- au coût amorti ;
- en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global ;
- en juste valeur par résultat.

• Titres de participation et autres titres

Les instruments de capitaux propres autres que les titres consolidés sont comptabilisés en juste valeur. La contrepartie des variations de cette juste valeur dépend du choix irrévocable fait lors de la comptabilisation initiale de ces instruments et peut être soit le compte de résultat (en « Autres produits et charges financiers ») ou les capitaux propres non recyclables (en « Éléments non recyclables en résultat net »). Le choix de comptabilisation est effectué titre par titre.

• Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti. Conformément à IFRS 9, une dépréciation est constatée dès la comptabilisation initiale, reflétant le risque de défaut attendu dans les 12 mois suivants. Cette dépréciation est comptabilisée en compte de résultat.

2.4.1.2. Actif courant

STOCKS

Les stocks sont évalués à leur coût de revient, ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent, à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine, sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre des contrats comptabilisés selon la méthode de l'avancement, les clients et comptes rattachés incluent les facturations ou situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage).

ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS

Les actifs sur contrats clients représentent un droit conditionnel pour le Groupe à recevoir une rémunération au titre de biens ou services déjà transférés aux clients, et dont l'exigibilité est soumise à d'autres conditions que le passage du temps. Les actifs sur contrats clients (note 4.4 de l'annexe) comprennent ainsi les actifs qui représentent le chiffre d'affaires comptabilisé à l'avancement et dont la facturation est subordonnée à la fourniture d'autres biens et services et/ou à la réalisation de jalons ou d'étapes définies au contrat.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur dans la catégorie des « actifs disponibles à la vente ».

Disponibilités et dépôts à court terme, concours bancaires courants : en raison de leur caractère court terme, leurs valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.4.2. PASSIF

2.4.2.1. Passif non courant

DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES

À l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur (intégrant une composante de risque de contrepartie qui est non significative), les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES

Conformément à la norme IFRS 16, à la prise d'effet d'un contrat de location, le preneur comptabilise une obligation locative au passif du bilan pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers sur la durée du contrat.

Les montants pris en compte au titre des loyers dans l'évaluation de l'obligation sont :

- les loyers fixes (y compris les loyers considérés comme fixe en substance, c'est-à-dire ceux qui, même s'ils contiennent une variabilité dans la forme, sont en substance inévitables) ;
- les loyers variables basés sur un taux ou un index en utilisant le taux ou index à la date de prise d'effet du contrat ;
- les paiements à effectuer par le preneur pour les garanties de valeur résiduelle ;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si l'exercice de l'option est raisonnablement certain ;
- les pénalités de résiliation ou de non-renouvellement du contrat.

Au cours de la durée du contrat, la valeur comptable de l'obligation locative est :

- augmentée des intérêts des obligations, qui sont comptabilisés en charges au compte de résultat et calculés selon le taux d'actualisation utilisé lors de l'évaluation initiale ; et
- diminuée du montant des paiements de loyer effectués.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé pour chaque bien en fonction du taux marginal d'endettement à la date de signature du contrat. Ce taux est obtenu par l'addition d'un taux de marché tenant compte de la devise et de la durée du contrat et d'un spread sectoriel tenant compte de la nature du contrat.

Le Groupe a décidé d'utiliser les mesures de simplification prévues par la norme et de ne pas retraiter les contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Ces contrats de location sont comptabilisés en résultat au rythme des paiements. Le Groupe a également décidé de comptabiliser chaque composante du contrat séparément, en distinguant les composantes locatives des composantes non locatives (prestations de services).

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le Groupe.

La fraction à moins d'un an des obligations locatives est présentée en passif courant.

PROVISIONS NON COURANTES

Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation actuelle du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques pouvant être estimée de façon fiable.

Elles comprennent pour l'essentiel :

• Avantages au personnel

• Provisions pour indemnités de fin de carrière (IFC) :

Le Groupe provisionne les indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite, non couvertes par des polices d'assurances.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'évaluation sur la base conventionnelle tient compte des éléments suivants :

- classement du personnel en groupes homogènes en fonction du statut, de l'âge et de l'ancienneté,
- salaire mensuel majoré du coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
- taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
- taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
- taux de rotation (*turn-over*) déterminé en fonction de la tranche d'âge et par catégorie socioprofessionnelle,
- espérance de vie : table de mortalité INSEE 2012-2014.

Conformément à IAS 19 révisée, l'ensemble des écarts actuariels concernant les plans relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont comptabilisés en provisions non courantes par contrepartie des capitaux propres (méthode SORIE).

• Provision pour médailles du travail :

Le Groupe provisionne le coût des médailles d'ancienneté (10, 20, 30 et 40 ans) selon la « méthode rétrospective en droits projetés » à la date d'obtention des médailles.

• Provisions pour pensions : régimes à prestations définies :

Le Groupe applique les principes définis par IAS 19 révisée pour calculer et comptabiliser ses obligations liées aux régimes à prestations définies (note 20).

Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflètent la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles. Le taux d'actualisation et de rendement des actifs est déterminé par rapport au taux de marché attendu, en considérant le calendrier estimé des versements de prestations. Le taux d'actualisation de l'engagement est déterminé par référence au taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.

- Provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe
- Garanties données aux clients (provisions SAV) :

Elles sont destinées à couvrir les risques mis à la charge de la société durant la période de garantie (essentiellement garantie décennale en France). Les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée.

- Coûts de remise en état des sites :

Les coûts de remise en état des sites relatifs à des dégradations progressives font l'objet de provisions au passif.

2.4.2.2. Passif courant

FURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

En raison de leur caractère court terme, les valeurs historiques retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

PROVISIONS COURANTES

Les provisions courantes, liées au cycle normal d'exploitation, comprennent pour l'essentiel :

- les provisions pour risque chantier, travaux et fin de chantier ;
- les provisions pour pertes à terminaison sur contrats clients. Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS

Les passifs sur contrats clients représentent l'obligation pour le Groupe de transférer des biens ou des services pour lesquels un paiement a déjà été reçu de la part du client, ou lorsque le droit inconditionnel au paiement est

déjà acquis. Ils incluent les avances et acomptes reçus sur commandes et les écarts liés à l'avancement d'un contrat (note 11.1 de l'annexe).

2.4.3. COMPTE DE RÉSULTAT

2.4.3.1. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé représente le montant cumulé des travaux, produits et prestations de services pour lesquels le client a bénéficié du transfert de contrôle de l'actif produit. Il inclut, après élimination des opérations internes, le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées et des activités conjointes.

Les produits de l'activité du Groupe sont reconnus dès lors que :

- un contrat client et ses différentes obligations de performances sont identifiés,
- un prix de transaction est déterminé et affecté aux différentes obligations de performance,
- les obligations de performances distinctes du contrat sont satisfaites,
- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au groupe de manière probable,
- le montant du chiffre d'affaires peut être mesuré de manière fiable,
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

La majorité des contrats ne comprennent qu'une seule obligation de performance.

2.4.3.2. Comptabilisation des contrats de construction

Le chiffre d'affaires relatif aux activités de construction correspond à l'estimation la plus récente du prix de vente total et prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client ou hautement probables.

Il est comptabilisé à la fin de chaque période selon la méthode dite à l'avancement, celui-ci étant calculé sur la base de la réalisation des travaux (*output method*) ou des coûts des travaux exécutés (*input method*).

Dès lors qu'une perte sur contrat est connue et estimable de manière fiable, elle fait l'objet d'une provision pour perte à terminaison inscrite au passif du bilan en « Provisions courantes ». La perte est reconnue en totalité quel que soit le degré d'avancement.

2.4.3.3. Résultats sur opérations faites en commun

Ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant des sociétés en participation et *joint-ventures* non consolidées. À ce titre, ces résultats font partie intégrante du résultat opérationnel et sont présentés en « Autres produits et charges d'exploitation ».

2.4.3.4. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond à l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente, et de l'impôt.

Les éventuelles dépréciations de goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel.

2.4.3.5. Autres produits et charges opérationnels

Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels et peu fréquents – de montant particulièrement significatif – que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

2.4.3.6. Produit de l'excédent financier net

Le produit de l'excédent financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'excédent financier net pendant la période (voir note 9.1 variation de l'excédent financier net), y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

2.4.3.7. Autres produits et charges financiers

Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie du produit de l'excédent financier net.

2.4.4. INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur compte de résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;
- swaps de taux d'intérêt, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux ;
- swaps et options sur matières premières dans le cadre de la couverture du risque sur matières premières.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux, font l'objet d'états de reportings réguliers et spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

- **Nature des risques auxquels le Groupe est exposé et principe de gestion de ces risques financiers**

RISQUE DE CHANGE

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire.

Par ailleurs, les titres de participation des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

RISQUE DE TAUX

Le risque de taux porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable.

Le compte de résultat du Groupe peut être affecté par une baisse importante des taux d'intérêt européens. Afin de sécuriser la rémunération de la trésorerie excédentaire du Groupe, des opérations de swaps de taux d'intérêt peuvent être réalisées.

- **Principes et règles de comptabilisation des opérations de couverture utilisées par le Groupe**

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, toute la variation de valeur est portée en résultat.

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Cette juste valeur est la valeur de marché lorsque les instruments sont cotés, ou est déterminée grâce à des modèles de calcul et d'évaluation utilisant les données de marché (courbe de taux, cours de change...).

Comme requis par la norme IFRS 9, il est tenu compte pour évaluer la juste valeur des instruments financiers dérivés du risque de crédit pour les instruments dérivés actifs et du risque de crédit propre pour les instruments dérivés passifs. Ces composantes n'ont pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE (CASH-FLOW HEDGE)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'élément couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, la variation de valeur sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres.

La partie de couverture qui est estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (FAIR VALUE HEDGE)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, la variation de valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée immédiatement en résultat. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat.

La juste valeur des éléments couverts correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET DANS UNE ENTITÉ ÉTRANGÈRE

La couverture d'un investissement net dans une entité étrangère correspond à la couverture du risque de change sur la part d'actif net détenue par la société consolidante dans cette entité.

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres.

Quand l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la variation de valeur sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres ; la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat.

2.4.5. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

Il est présenté selon IAS 7 amendée et la recommandation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte) et n° 2016-01 du 2 décembre 2016.

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence sur la trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.4.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan font l'objet d'une synthèse en note 19.

2.4.7. EBITDA APRÈS LOYER

L'EBITDA après Loyer correspond au résultat opérationnel courant après prise en compte des charges d'intérêts sur obligations locatives corrigé des dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

2.4.8. ENDETTEMENT/EXCÉDENT FINANCIER NET

L'endettement/excédent financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

L'endettement/excédent financier net n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.

2.4.9. CASH-FLOW LIBRE

Le cash-flow libre est égal à la capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives.

Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

2.4.10. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité présentée dans le tableau des flux de trésorerie résulte de :

- la variation des stocks et encours ;
- la variation des avances et acomptes versés ;
- la variation des créances clients et comptes rattachés ;
- la variation des actifs sur contrats clients ;
- la variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés ;
- la variation des passifs sur contrats clients ;
- la variation des provisions courantes ;
- la variation des autres éléments d'actif et de passif courants (hors impôts sur les sociétés, hors trésorerie nette et dettes financières courantes, hors instruments de couverture, hors obligations locatives courantes et hors créances et dettes sur immobilisations).

2.5. AUTRES INFORMATIONS

COMPARABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS :

L'impact des changements de périmètre intervenus entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020, ne remet pas en cause la comparabilité des états financiers consolidés entre eux, tels que présentés.

Dans le cadre d'IAS 1 révisée (présentation des états financiers), le Groupe présente les composantes du

résultat net global sous la forme de deux états détaillés, et ce comme autorisé par l'IASB :

- a) Le compte de résultat net,
- b) L'état des produits et charges comptabilisés intégrant les autres éléments du résultat global tels que les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres consolidés.

Bouygues Construction entre dans le périmètre de consolidation de la société Bouygues SA pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière.

NOTE 3. ACTIF NON COURANT

3.1. SYNTHÈSE DES INVESTISSEMENTS CONSOLIDÉS NETS DE L'EXERCICE (exploitation et financier)

	2020	2019
Acquisitions d'immobilisations corporelles	171	243
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	6	4
Investissements bruts opérationnels	177	247
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	1	-
Investissements bruts consolidés	178	247
Cessions d'actifs non courants	(119)	(163)
Investissements nets consolidés	59	84

3.2. ACTIF NON COURANT : ANALYSE DES VARIATIONS NETTES DE L'EXERCICE

3.2.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Brut	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
31 décembre 2018 retraité	510	932	427	75	1 944
Flux 2019					
Écarts de conversion	5	15	7	1	28
Changements de périmètre	3	-	(1)	-	2
Investissements de l'exercice	4	105	46	88	243
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(15)	(46)	(59)	(106)	(226)
31 décembre 2019	507	1 006	420	58	1 991
Flux 2020					
Écarts de conversion	(7)	(19)	(6)	(1)	(33)
Changements de périmètre	-	-	-	-	
Investissements de l'exercice	12	80	35	44	171
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	1	(126)	(58)	(70)	(253)
31 décembre 2020	513	941	391	31	1 876

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
31 décembre 2018 retraité	(203)	(727)	(293)	-	(1 223)
Flux 2019					
Écarts de conversion	(3)	(12)	(4)	-	(19)
Changements de périmètre	-	-	-	-	
Dotations et reprises ⁽¹⁾	(20)	(112)	(41)	-	(173)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	7	121	42	-	170
31 décembre 2019	(219)	(730)	(296)	-	(1 245)
Flux 2020					
Écarts de conversion	6	13	4	-	23
Changements de périmètre	-	-	-	-	
Dotations et reprises ⁽¹⁾	(22)	(151)	(38)	-	(211)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	3	173	40	-	216
31 décembre 2020	(232)	(695)	(290)	-	(1 217)

Net	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
31 décembre 2019	288	276	124	58	746
31 décembre 2020	281	246	101	31	659

(1) Dont perte de valeur en 2019 : 0
Dont perte de valeur en 2020 : 0

3.2.2. DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS

Brut	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
31 décembre 2018 retraité	395	25	26	446
Flux 2019				
Écarts de conversion	6	-	1	7
Changements de périmètre	2	-	-	2
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	(11)	33	(4)	18
31 décembre 2019	392	58	23	473
Flux 2020				
Écarts de conversion	(4)	-	(1)	(5)
Changements de périmètre	-	-	-	
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	3	(15)	(1)	(13)
31 décembre 2020	391	43	21	455

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
31 décembre 2018 retraité	(173)	(12)	(12)	(197)
Flux 2019				
Écarts de conversion	(3)	-	-	(3)
Changements de périmètre	-	-	-	
Dotations et reprises	(63)	(25)	(8)	(96)
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	61	16	8	85
31 décembre 2019	(178)	(21)	(12)	(211)
Flux 2020				
Écarts de conversion	2	-	1	3
Changements de périmètre	-	-	-	
Dotations et reprises	(59)	(30)	(6)	(95)
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	50	19	5	74
31 décembre 2020	(185)	(32)	(12)	(229)

Net	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
31 décembre 2019	214	37	11	262
31 décembre 2020	206	11	9	226

3.2.3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Brut	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31 décembre 2018 retraité	-	119	24	143
Flux 2019				
Écarts de conversion	-	1	1	2
Changements de périmètre	-	-	-	-
Investissements de l'exercice	-	3	1	4
Cessions, virements de rubrique et autres mouvements	-	(1)	(1)	(2)
31 décembre 2019	-	122	25	147
Flux 2020				
Écarts de conversion	-	(1)	(1)	(2)
Changements de périmètre	-	-	-	-
Investissements de l'exercice	-	5	1	6
Cessions, virements de rubrique et autres mouvements	-	(2)	-	(2)
31 décembre 2020	-	124	25	149

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31 décembre 2018 retraité	-	(105)	(17)	(122)
Flux 2019				
Écarts de conversion	-	-	(1)	(1)
Changements de périmètre	-	-	-	-
Dotations et reprises ⁽¹⁾	-	(6)	(5)	(11)
Cessions, virements de rubrique et autres mouvements	-	2	1	3
31 décembre 2019	-	(109)	(22)	(131)
Flux 2020				
Écarts de conversion	-	1	1	2
Changements de périmètre	-	-	-	-
Dotations et reprises ⁽¹⁾	-	(5)	(1)	(6)
Cessions, virements de rubrique et autres mouvements	-	2	-	2
31 décembre 2020	-	(111)	(22)	(133)

Net	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31 décembre 2019	-	13	3	16
31 décembre 2020	-	13	3	16

(1) Dont perte de valeur en 2019 : 0
Dont perte de valeur en 2020 : 0

3.2.4. GOODWILL

	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	BTP	Énergies et Services
31 décembre 2018 retraité	1 044	-	1 044	273	771
Flux 2019					
Changements de périmètre	81	-	81	-	81
Perte de valeur	-	-	-	-	-
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	32	-	32	7	25
31 décembre 2019	1 157	-	1 157	280	877
Flux 2020					
Changements de périmètre	-	-	-	-	-
Perte de valeur	-	-	-	-	-
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	(9)	-	(9)	(7)	(2)
31 décembre 2020	1 148	-	1 148	273	875

3.2.5. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

	Coentreprises et entités associées ⁽¹⁾	Participations non consolidées ⁽²⁾	Autres actifs financiers non courants ⁽²⁾	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés ⁽³⁾
31 décembre 2019	124	40	216	380	(54)	326	71
Flux 2020							
Écarts de conversion	3	-	(11)	(8)	1	(7)	-
Changements de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Investissements et augmentations diverses	2	1	39	42	-	42	21
Dotations et reprises	-	-	-	-	(1)	(1)	-
Cessions et réductions diverses	-	(4)	(26)	(30)	-	(30)	(17)
Virements de rubrique et autres mouvements	(8)	-	(4)	(12)	-	(12)	1
31 décembre 2020	121	37	214	372	(54)	318	76
Amortissements et dépréciations	(28)	-	(26)	(54)	-	-	-
Valeur nette au 31 décembre 2020	93	37	188	318	-	-	76

(1) Y compris goodwill sur entités associées : 63 millions d'euros au 31 décembre 2020.

(2) Éléments présentés en « Autres actifs financiers non courants » au bilan consolidé.

(3) Cf. note 7 de l'annexe.

	Coentreprises et entités associées	Participations non consolidées ⁽¹⁾	Autres actifs financiers non courants ⁽¹⁾	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés
31 décembre 2018 retraité	131	37	241	409	(59)	350	83
Flux 2020							
Écarts de conversion	1	-	3	4	-	4	-
Changements de périmètre	4	-	-	4	-	4	1
Investissements et augmentations diverses	1	4	44	49	-	49	4
Dotations et reprises	-	-	-	-	5	5	-
Cessions et réductions diverses	(86)	(1)	(68)	(155)	-	(155)	(17)
Virements de rubriques et autres mouvements	73	-	(4)	69	-	69	-
31 décembre 2019	124	40	216	380	(54)	326	71
Amortissements et dépréciations	(19)	-	(35)	(54)	-	-	-
Valeur nette au 31 décembre 2019	105	40	181	326	-	-	71

(1) Éléments présentés en « Autres actifs financiers non courants » au bilan consolidé.

3.2.6. COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES

	Quote-Part de capitaux propres	Goodwill net sur coentreprises et entités associées	Valeur nette
31 décembre 2018 retraité	35	68	103
Flux 2019			
Résultat de l'exercice	79	-	79
Écarts de conversion	1	-	1
Autres produits et charges comptabilisées directement en capitaux propres	(3)	-	(3)
Résultats nets et produits et charges nets comptabilisés	77	-	77
Investissements et augmentations de capital	1	-	1
Affectation du résultat N-1, distributions de dividendes, cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(81)	5	(76)
31 décembre 2019	32	73	105
Flux 2020			
Résultat de l'exercice	48	(10)	38
Écarts de conversion	3	-	3
Autres produits et charges comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	-
Résultats nets et produits et charges nets comptabilisés	51	(10)	41
Investissements et augmentations de capital	2	-	2
Affectation du résultat N-1, distributions de dividendes, cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(55)	-	(55)
31 décembre 2020	30	63	93

Principales coentreprises et entités associées	31/12/2019	Flux nets 2020	31/12/2020	dont quote-part de résultat et perte de valeur
Entités associées				
STADE DE FRANCE	9	(4)	5	(4)
VSL JAPON	2	-	2	-
AUTRES	1	1	2	1
Coentreprises				
AXIONE	83	(12)	71	47
HSU JV LLP	1	2	3	-
VSL CHILI	2	-	2	-
TRANSINVEST GCC	-	-	-	(8)
AUTRES	7	1	8	2
Total	105	(12)	93	38

Pertes cumulées sur les coentreprises et entités associées non prises en compte : (13) M€

Pour les principales coentreprises et entités associées, les montants globaux au titre des éléments d'Actif et de Passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Montants à 100 %	31/12/2020 Axione SAS	31/12/2019 Axione SAS
Actif non courant ⁽¹⁾	106	87
Actif courant	208	209
Total Actif	314	296
Capitaux propres	20	19
Passif non courant	50	42
Passif courant	244	235
Total Passif	314	296
Chiffre d'affaires	301	257
Résultat opérationnel	9	13
Résultat net	8	9

(1) Net de subventions reçues

3.2.7 PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

3.2.7.1. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

Participations non consolidées ⁽¹⁾	31/12/2020		31/12/2019	
	Juste valeur	% de détention	Juste valeur	% de détention
Sociétés françaises				
BOUYGUES CONSTRUCTION AIRPORT CONCESSIONS EUROPE SAS	3	51 %	6	51 %
OPALE DEFENSE SAS	1	19 %	1	19 %
Filiales et participations françaises diverses	9	-	9	-
Sous-Total	13	-	16	-
Sociétés étrangères				
CROSS YARRA PARTNERSHIP (AUSTRALIE)	16	10 %	16	10 %
RAVINALA AIRPORT SA	2	10 %	2	10 %
CAD-LP-SA	1	15 %	1	15 %
COREE PUSAN	1	7 %	1	7 %
Filiales et participations étrangères diverses	4	-	4	-
Sous-Total	24	-	24	-
Total	37	-	40	-

(1) Non consolidées compte tenu :

- de l'absence de contrôle ou d'influence du Groupe sur ces entités ;
- d'une contribution potentielle aux états financiers consolidés non significative.

3.2.7.2. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Ils incluent les rubriques principales après :

	31/12/2020	31/12/2019
Créances rattachées à des participations	55	51
Prêts et créances immobilisés	106	105
Autres immobilisations financières	27	25
• Dépôts et cautionnements	25	23
• Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	2	2

3.2.7.3. RÉPARTITION PAR NATURE DES PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES ET DES AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

	Instruments financiers de capitaux propres		Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers au coût amorti	Total
	à la juste valeur par OCI ⁽¹⁾	à la juste valeur par résultat			
31 décembre 2019	9	31	2	179	221
Flux 2020	(3)	-	-	7	4
31 décembre 2020	6	31	2	186	225
Échéance à moins d'1 an	-	-	-	6	6
Échéance entre 1 et 5 ans	-	-	-	32	32
Échéance supérieure à 5 ans	6	31	2	148	187

(1) Variations enregistrées en *Other Comprehensive Income* (état consolidé des produits et charges comptabilisés)

3.2.7.4. RÉPARTITION PAR NIVEAU DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

En application d'IFRS 13, la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées dans les valorisations se compose des niveaux suivants :

- niveau 1 (cours cotés non ajustés) : cours auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;
- niveau 2 (données observables) : données concernant l'actif ou le passif autres que les cours de marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1,

qui sont observables directement (tel qu'un prix) ou indirectement (c'est-à-dire déduites de prix observables) ;

- niveau 3 (données non observables) : données non observables sur un marché, y compris les données observables faisant l'objet d'ajustements significatifs (par exemple, extrapolation de courbes de taux sur des périodes longues non observables). Sont principalement concernés dans le Groupe certains titres de participation non consolidés.

	Niveau 1 Cours cotés	Niveau 2 Données observables	Niveau 3 Données non observables	31/12/2020
Actifs financiers à la juste valeur par OCI	-	-	6	6
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	33	33
Trésorerie nette	4 219	-	-	4 219
Instruments financiers actifs et passifs court terme	7	-	-	7

NOTE 4. ACTIF COURANT

4.1. STOCKS

	31/12/2020			31/12/2019		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks de matières premières et produits finis	260	(20)	240	282	(25)	257
Stocks sur opérations immobilières	33	(5)	28	33	(4)	29
Total	293	(25)	268	315	(29)	286

	Dotations de l'exercice		Dotations de l'exercice	
	2020	2019	2020	2019
Dépréciations de stocks de matières premières et produits finis	(5)	(7)	9	1
Dépréciations de stocks sur opérations immobilières	(1)	-	-	2
Total	(6)	(7)	9	3

4.2. AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES

	31/12/2020			31/12/2019		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	137	-	137	155	-	155
Total	137	-	137	155	-	155

4.3. CLIENTS, ACTIFS D'IMPÔTS ET AUTRES CRÉANCES COURANTES

	31/12/2020			31/12/2019		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients et comptes rattachés	2 196	(255)	1 941	2 384	(241)	2 143
Actifs sur contrats clients	1 000	-	1 000	1 078	-	1 078
Actif d'impôt (exigible)	66	(2)	64	110	-	110
Autres créances courantes	1 159	(50)	1 109	1 077	(65)	1 012
• Autres créances opérationnelles (Personnel/Organismes sociaux/État/ Autres créances)	478	(6)	472	490	(4)	486
• Créances diverses (Comptes courants, etc.)	599	(44)	555	496	(61)	435
• Charges constatées d'avance	82	-	82	91	-	91
Total	4 421	(307)	4 114	4 649	(306)	4 343

4.4. ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS

	31/12/2019	Flux 2020			31/12/2020
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	
Coût d'obtention des contrats clients	-	-	-	-	-
Coût d'exécution des contrats clients	-	-	-	-	-
Écarts liés à l'avancement des contrats	1 078	(19)	(5)	(54)	1 000
Total actifs sur contrats clients	1 078	(19)	(5)	(54)	1 000

4.5. RÉPARTITION DES CRÉANCES CLIENTS NETTES ENTRE ENCOURS NON ÉCHUS ET ÉCHUS

	Encours non échus	Encours échus			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	À plus de 12 mois	
Créances clients et comptes rattachés	1 285	342	98	471	2 196
Dépréciations des créances clients et comptes rattachés	(25)	(10)	(5)	(215)	(255)
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2020	1 260	332	93	256	1 941
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2019	1 475	442	71	155	2 143

4.6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31/12/2020			31/12/2019		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Bouygues Relais	2 050	-	2 050	1 841	-	1 841
Uniservice	1 632	-	1 632	1 688	-	1 688
By Construction Relais	-	-	-	23	-	23
Autres disponibilités	897	-	897	1 077	-	1 077
Valeurs mobilières de placement	3	-	3	-	-	-
Total	4 582	-	4 582	4 629	-	4 629

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont valorisés à leur juste valeur et peuvent être facilement convertis en numéraire.

	Euro	Livre Sterling	Franc Suisse	Autres devises Europe	Dollar de Hong Kong	Dollar Australien	Dollar US	Dollar Canadien	Dollar de Singapour	Autres devises	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
Disponibilités	2 511	462	452	19	329	313	280	42	33	138	4 579	4 629
Valeurs mobilières de placement	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2	3	-
Total 31/12/2020	2 511	462	453	19	329	313	280	42	33	140	4 582	-
Total 31/12/2019	2 334	425	576	29	412	409	240	16	37	151	-	4 629

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	31/12/2020	31/12/2019
Disponibilités	4 579	4 629
Valeurs mobilières de placement	3	-
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	4 582	4 629
Concours bancaires courants et Soldes créditeurs de banque	(363)	(425)
Total trésorerie nette	4 219	4 204

NOTE 5. CAPITAUX PROPRES

5.1. CAPITAL DE BOUYGUES CONSTRUCTION SA

Au 31 décembre 2020, le capital social de Bouygues Construction SA est constitué de 1 706 230 actions d'une valeur nominale de 75 €, dont l'évolution sur l'année 2020 est la suivante :

	31/12/2019	Flux 2020		31/12/2020
		Augmentation	Réduction	
Actions	1 706 230	-	-	1 706 230
Nombre de titres	1 706 230	-	-	1 706 230
Nominal en euros	75	-	-	75
Capital en euros	127 967 250	-	-	127 967 250

5.2. OPÉRATIONS AFFECTÉES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

5.2.1. ANALYSE DE LA RUBRIQUE « PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES »

	31/12/2019	Flux 2020	31/12/2020
Réserves des écarts actuariels (nettes d'impôts)	(101)	23	(78)
Réserve de juste valeur sur instruments de capitaux propres (nettes d'impôts)	(2)	(3)	(5)
Réserve de conversion des filiales contrôlées	9	(10)	(1)
Réserves de juste valeur sur instruments financiers de couverture (nettes d'impôts)	(8)	7	(1)
Quote-part des retraitements sur mises en équivalence	-	3	3
Total part Groupe	(102)	20	(82)
Autres produits et charges sur participations ne donnant pas le contrôle	1	-	1
Total	(101)	20	(81)

5.2.2. RÉSERVES DE CONVERSION (PART GROUPE)

Les réserves de conversion sont générées depuis le 1^{er} janvier 2004, le Groupe ayant pris l'option de les mettre à zéro à cette date conformément à IFRS 1.

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2020 déterminés sur les sociétés étrangères dont les états financiers sont exprimés en :

Devises	31/12/2019	Flux 2020	31/12/2020
Livre Sterling	11	1	12
Franc Suisse	2	(2)	-
Dollar US	(7)	1	(6)
Dollar de Hong Kong	2	(11)	(9)
Dollar de Singapour	2	2	4
Dollar Australien	9	1	10
Autres devises	(9)	2	(7)
Total	10	(6)	4

NOTE 6. PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1. PROVISIONS NON COURANTES

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données SAV	Risques sur participations	Risques divers étranger	Autres provisions non courantes	Total
31/12/2018 retraité	296	120	301	20	24	50	811
Flux 2019							
Écarts de conversion	2	-	4	-	-	-	6
Virements de rubriques et autres mouvements	-	-	1	16	3	(2)	18
Changements de périmètre	28	(1)	2	-	-	-	29
Gains et pertes actuariels	38	-	-	-	-	-	38
Dotations	50	20	80	1	15	9	175
Reprises utilisées	(56)	(30)	(50)	-	(7)	(9)	(152)
Reprises non utilisées	(1)	(26)	(28)	(1)	(2)	(10)	(68)
31/12/2019	357	83	310	36	33	38	857
Flux 2020							
Écarts de conversion	-	-	(3)	-	(2)	(1)	(6)
Virements de rubriques et autres mouvements	(1)	1	2	5	-	-	7
Changements de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes actuariels	(14)	-	-	-	-	-	(14)
Dotations	38	30	67	-	22	6	163
Reprises utilisées	(54)	(4)	(56)	-	(1)	(4)	(119)
Reprises non utilisées	-	(9)	(34)	(1)	(5)	(4)	(53)
31/12/2020	326	101	286	40	47	35	835

6.2. PROVISIONS COURANTES

	Provisions risques sur chantiers terminés	Provisions charges de fin de chantier	Provisions pour pertes à terminaison	Autres provisions courantes	Total
31/12/2018 retraité	53	241	252	102	648
Flux 2019					
Écarts de conversion	1	3	3	2	9
Virements de rubriques et autres mouvements	(15)	(5)	(45)	-	(65)
Changements de périmètre	-	-	28	(1)	27
Gains et pertes actuariels	48	119	195	69	431
Dotations	(4)	(81)	(109)	(22)	(216)
Reprises non utilisées	(7)	(40)	(32)	(13)	(92)
31/12/2019	76	237	292	137	742
Flux 2020					
Écarts de conversion	(1)	(7)	-	(6)	(14)
Virements de rubriques et autres mouvements	-	(1)	(1)	-	(2)
Changements de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations	29	131	122	66	348
Reprises utilisées	(8)	(85)	(61)	(37)	(191)
Reprises non utilisées	(23)	(50)	(26)	(15)	(114)
31/12/2020	73	225	326	145	769

NOTE 7. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

7.1. ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2019	Flux 2020		31/12/2020
		Produits nets	Autres flux	
Impôts différés Actif	71	4	1	76

7.2. RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF PAR ACTIVITÉ

	Actif d'impôt différé 31/12/2019	Changements de périmètre	Écart de conversion	Flux 2020		Autres mouvements	Actif d'impôt différé 31/12/2020
				Produits	Charges		
A. Défis fiscaux							
BTP	-	-	-	-	-	-	-
Énergies et Services	22	-	-	-	(8)	-	14
Sous-total	22	-	-	-	(8)	-	14
B. Différences temporaires⁽¹⁾							
BTP	57	-	-	3	(8)	1	53
Énergies et Services	(8)	-	-	18	(1)	-	9
Sous-total	49	-	-	21	(9)	1	62
Total IDA	71	-	-	21	(17)	1	76

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.3. PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2019	Flux 2020		31/12/2020
		Charges nettes	Autres flux	
Impôts différés Passif	18	5	-	23

7.4. RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIF PAR ACTIVITÉ

	Passif d'impôt différé 31/12/2019	Changements de périmètre	Écart de conversion	Flux 2020		Autres mouvements	Actif d'impôt différé 31/12/2020
				Produits	Charges		
A. Défis fiscaux							
BTP	(2)	-	-	-	1	-	(1)
Énergies et Services	-	-	-	(1)	-	-	(1)
Sous-total	(2)	-	-	(1)	1	-	(2)
B. Différences temporaires⁽¹⁾							
BTP	18	-	-	-	4	(1)	21
Énergies et Services	2	-	-	(1)	2	1	4
Sous-total	20	-	-	(1)	6	-	25
Total IDP	18	-	-	(2)	7	-	23

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.5. PRINCIPALES SOURCES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR NATURE

	31/12/2020	31/12/2019
Impôts différés Actif	76	71
Avantages au personnel	42	40
Provisions fiscalement non déductibles temporairement	36	35
Déficits fiscaux	14	22
Autres sources d'IDA	(16)	(26)
Impôts différés Passif	23	18
Total	53	53

7.6. DÉLAI DE RÉCUPÉRATION ESTIMÉ DES ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

31 décembre 2020	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Impôts différés Actif	42	8	26	76

7.7. ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ NON COMPTABILISÉS

Compte tenu de leur faible probabilité de récupération, certains actifs d'impôt différé sont non comptabilisés à fin 2020. Il s'agit essentiellement de déficits fiscaux générés à l'étranger ou en France.

	31/12/2020	31/12/2019
Régime d'intégration fiscale Groupe Bouygues	81	85
Autres actifs	355	284
Total	436	369

NOTE 8. DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

8.1. RÉPARTITION DES EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS PAR ÉCHÉANCE

	Dettes financières courantes		Dettes financières non courantes						Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et plus		
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1	5	2	-	-	-	-	-	8	3
Emprunts et dettes financières divers	2	3	-	-	1	5	3	17	31	35
Emprunt Uniservice	-	-	12	530	20	475	-	-	1 037	1 053
Total emprunts portant intérêt	3	8	14	530	21	480	3	17	1 076	-
Total 31/12/2019	6	3	2	9	553	499	4	15	-	1 091

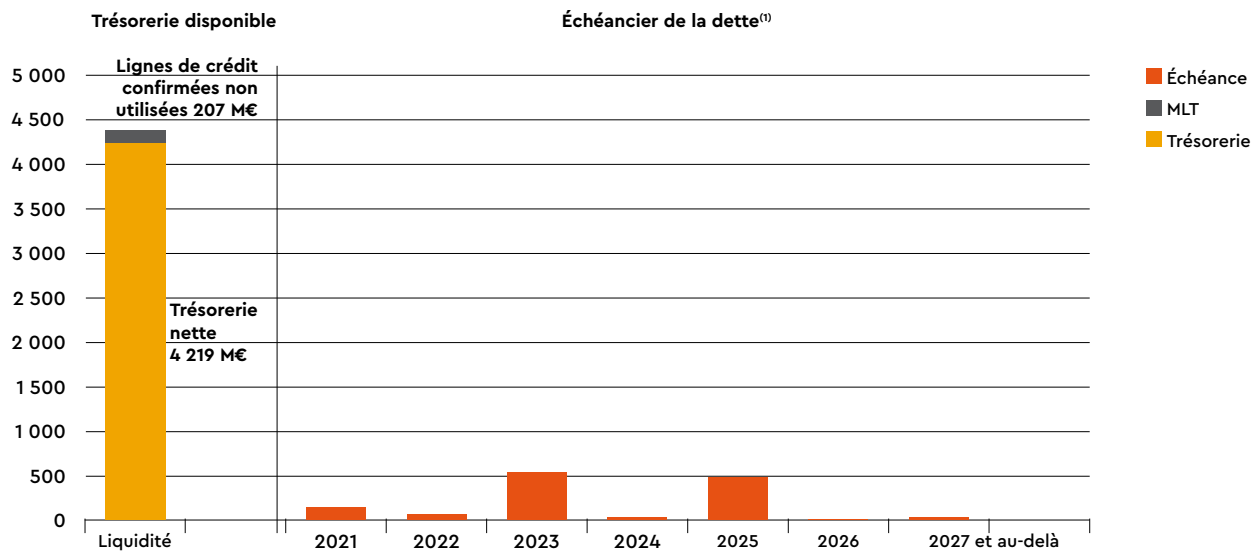
8.2. LIGNES DE CRÉDIT CONFIRMÉES/UTILISÉES

	Lignes confirmées – Échéances				Lignes utilisées – Échéances			
	Moins d'un an	D'un an à cinq ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	D'un an à cinq ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6	2	-	8	6	2	-	8
Emprunts et dettes financières diverses	5	6	20	31	5	6	20	31
Emprunt Uniservice ⁽¹⁾	139	1 105	-	1 244	-	1 037	-	1 037
Total	150	1 113	20	1 283	11	1 045	20	1 076

(1) Lignes de crédit confirmées et non utilisées : 207 M€.

8.3. LIQUIDITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

Au 31 décembre 2020, la trésorerie nette s'élève à 4 219 M€ auxquels s'ajoute un montant de 207 M€ de lignes de crédit confirmées et non utilisées à cette date.



(1) Dettes financières non courantes (1 065 M€) et dettes financières courantes (11 M€).

Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par le groupe Bouygues Construction ne comportent aucun covenant financier ni aucun *trigger event*.

8.4. RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE PAR NATURE DE TAUX

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

En pourcentage	31/12/2020	31/12/2019
Dettes à taux fixe ⁽¹⁾	-	-
Dettes à taux variable	100 %	100 %

(1) Dettes à taux fixe pour plus d'un an.

8.5. RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISES

	Zone Europe				Dollar Canadien	Dollar US	Dollar Australien	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Autres devises	Total
	Euro	Livre Sterling	Franc Suisse	Autres devises Europe							
Non courant 31/12/2020	46	120	592	19	110	93	61	7	-	17	1 065
Courant 31/12/2020	-	-	-	-	-	-	-	-	1	10	11
Non courant 31/12/2019	45	127	589	36	119	97	61	8	-	-	1 082
Courant 31/12/2019	2	-	-	-	-	-	-	1	1	5	9

NOTE 9. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

9.1. VARIATIONS DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

	31/12/2019	Flux de trésorerie	Changements de périmètre	Écarts de conversion	Variation des justes valeurs	Autres variations	31/12/2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 629	45	-	(92)	-	-	4 582
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	(425)	66	-	(4)	-	-	(363)
Trésorerie nette (A)	4 204	111⁽¹⁾	⁽¹⁾	(96)⁽¹⁾	⁽¹⁾	⁽¹⁾	4 219
Dettes financières non courantes	(1 082)	(7) ⁽²⁾	-	23	-	1	(1 065)
Dettes financières courantes	(9)	(2) ⁽²⁾	-	-	-	-	(11)
Instruments financiers – couverture des dettes financières	-	-	-	-	-	-	-
Endettement financier brut (B)	(1 091)	(9)	-	23	-	1	(1 076)
Excédent financier net (A) + (B)	3 113	102	-	(73)	-	1	3 143

(1) Flux nets de trésorerie sur l'année 2020 de 15 millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie.

(2) Flux nets de trésorerie lié aux dettes financières courantes et non courantes sur l'année 2020 de 9 millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie se décomposant en une augmentation de 13 millions d'euros et en une diminution de (4) millions d'euros.

9.2. PRINCIPALES VARIATIONS DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET AU COURS DE L'EXERCICE 2020

Excédent financier net au 31/12/2019	3 113
Générées par l'activité	604
Liées aux opérations d'investissement	(78)
Dividendes versés	(327)
Produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	3
Changements de périmètre sur l'endettement financier brut	-
Change sur la trésorerie nette et l'endettement financier brut	(73)
Remboursement des obligations locatives	(100)
Cession titres sans perte de contrôle	-
Autres	1
Excédent financier net au 31/12/2020	3 143

NOTE 10. OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES

10.1. RÉPARTITION DES OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES PAR ÉCHÉANCE

	Obligations locatives courantes			Obligations locatives non courantes						Total échéance à plus d'un an
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	Total échéance à moins d'un an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et plus	
Total 31/12/2020	18	54	72	53	41	31	25	21	26	197
Total 31/12/2019	24	73	97	59	40	35	26	21	35	216

10.2. VARIATION DES OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES

	31/12/2019	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Flux de trésorerie	Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	31/12/2020
Obligations locatives non courantes	216	(3)	-	-	(16)	197
Obligations locatives courantes	97	(1)	-	(100)	76	72
Total obligations locatives	313	(4)	-	(100)	60	269

NOTE 11. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIFS COURANTS

	31/12/2020	31/12/2019
Impôts courants	83	136
Fournisseurs et comptes rattachés	2 921	3 039
Passifs sur contrats clients	2 633	2 638
Autres passifs courants	1 760	1 750
• Dettes personnel et organismes sociaux	485	490
• État et collectivités publiques	617	616
• Autres dettes courantes	658	644
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	363	425

11.1. PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS

	31/12/2019	Flux 2020			31/12/2020
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	
Avances et acomptes reçus sur commandes	694	(23)	(1)	31	701
Écarts liés à l'avancement des contrats	1 944	(26)	-	14	1 932
Total passifs sur contrats clients	2 638	(49)	(1)	45	2 633

11.2. CONCOURS BANCAIRES COURANTS ET SOLDES CRÉDITEURS DE BANQUE

	Euro	Livre Sterling	Franc Suisse	Autres devises Europe	Dollar Hong Kong	Dollar Canadien	Dollar Singapour	Dollar US	Dollar Australien	Autres devises ⁽¹⁾	Total
Répartition par devises au 31/12/2020	79	19	150	1	58	6	2	-	-	48	363
Répartition par devises au 31/12/2019	93	29	150	2	68	24	1	3	-	55	425

(1) Les autres devises concernent principalement le Franc CFA pour 22 millions d'euros en 2020 et pour 28 millions d'euros en 2019.

NOTE 12. CHIFFRE D'AFFAIRES

12.1. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

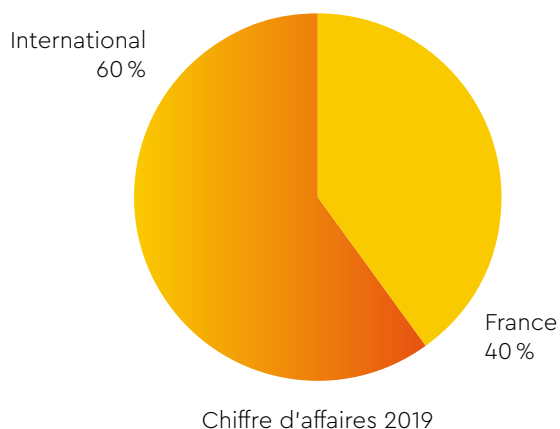
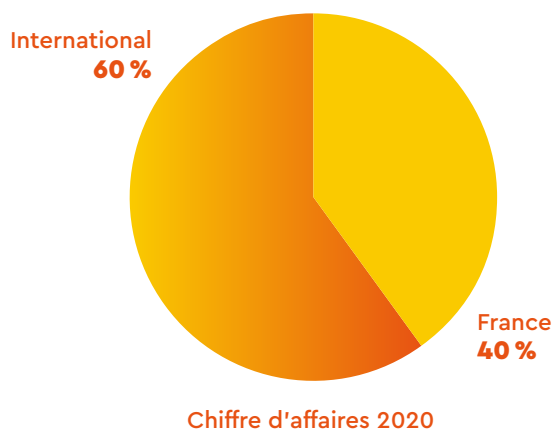
L'analyse du chiffre d'affaires par zone géographique est présentée en fonction du lieu de réalisation du chiffre d'affaires.

Activité	Année 2020			4 ^e trimestre 2020		
	France	International	Total	France	International	Total
BTP	3 603	4 892	8 495	1 143	1 267	2 410
Énergies et Services	1 210	2 342	3 552	385	641	1 026
Chiffres d'affaires	4 813	7 234	12 047	1 528	1 908	3 436

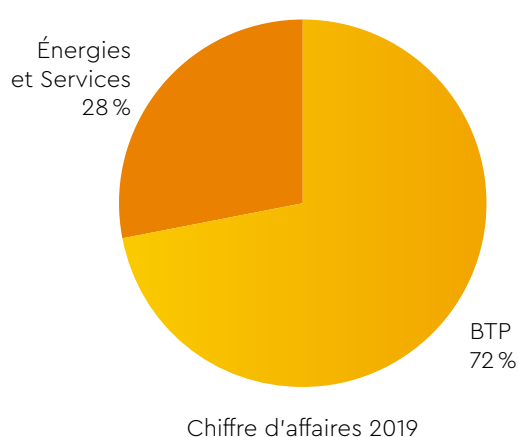
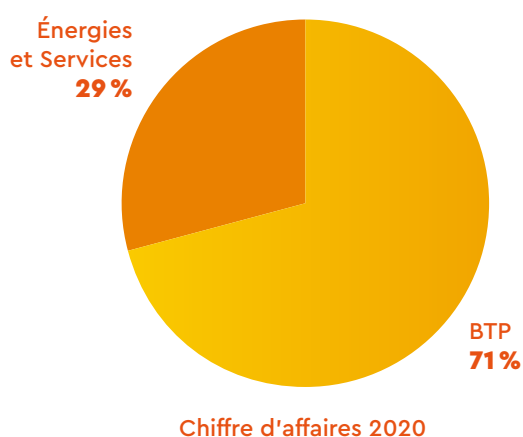
Activité	Année 2019			4 ^e trimestre 2019		
	France	International	Total	France	International	Total
BTP	4 036	5 573	9 609	1 090	1 392	2 482
Énergies et Services	1 284	2 462	3 746	352	622	974
Chiffres d'affaires	5 320	8 035	13 355	1 442	2 014	3 456
% d'évolution 2020/2019	- 10 %	- 10 %	- 10 %	-	-	-

Au titre des exercices 2020 et 2019, il n'existe pas de contrat d'échange de biens ou de services significatif et aucun revenu significatif ne repose sur une obligation de performance antérieure à l'année en cours.

PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



PAR ACTIVITÉ



12.2. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	Chiffre d'affaires 2020		Chiffre d'affaires 2019	
	Total	%	Total	%
France	4 813	40,0 %	5 320	39,8 %
Union européenne (27 membres)	720	5,9 %	747	5,6 %
Autres pays d'Europe	3 155	26,2 %	3 192	23,9 %
Afrique	422	3,5 %	474	3,5 %
Moyen-Orient	70	0,6 %	125	0,9 %
Amériques	722	6,0 %	896	6,7 %
Asie / Pacifique / Océanie	2 145	17,8 %	2 601	19,5 %
Total	12 047	100,0 %	13 355	100,0 %

À la suite de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne en 2020, le chiffre d'affaires 2019 a été reclassé en « Autres pays d'Europe ».

Le chiffre d'affaires réalisé en 2020 au sein des autres pays européens est constitué pour 48,8 % par le Royaume-Uni. Il s'agit d'une activité réalisée localement et qui n'est pas exposée de manière significative aux aléas affectant les importations et les exportations.

12.3. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NATURE DE MARCHÉS

En pourcentage	2020			2019		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics ⁽¹⁾	43 %	34 %	38 %	40 %	33 %	36 %
Marchés privés	57 %	66 %	62 %	60 %	67 %	64 %

(1) Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques en France et à l'étranger.

12.4. CARNET DE COMMANDES

	31/12/2019	Flux 2020				31/12/2020
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Prises de commandes	Chiffre d'affaires comptabilisé	
Total du carnet de commandes	21 600	(120)	(172)	12 726	(12 047)	21 987
dont maturité inférieure à 1 an	10 049	-	-	-	-	9 748
dont maturité comprise entre 1 et 5 ans	9 330	-	-	-	-	9 553
dont maturité supérieure à 5 ans	2 221	-	-	-	-	2 686

Le carnet de commandes représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

NOTE 13. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET EBITDA APRÈS LOYER

13.1. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

	2020	2019
Résultat opérationnel courant	171	378
Autres produits opérationnels	41	-
Autres charges opérationnelles	(5)	(23)
Résultat opérationnel	207	355

Le résultat opérationnel courant 2020 intègre une charge de loyers de 242 millions d'euros qui comprend les loyers relatifs aux contrats de location exemptés de l'application d'IFRS 16 (note 2.4.2.1 de l'annexe). Les composantes non locatives (prestations de services) sont enregistrées en « Charges externes ».

Les autres produits et charges opérationnels 2020 incluent 41 millions d'euros d'indemnités reçues d'Alpiq par Bouygues (voir note 1.1) nettes de frais, partiellement compensés par 5 millions d'euros de coûts relatifs à la cyber-attaque nets de produits d'assurance.

13.2. EBITDA APRÈS LOYER

	2020	2019
Résultat opérationnel courant	171	378
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(10)	(11)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :		
• Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(218)	(184)
• Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(244)	(271)
Retraitement des autres produits d'exploitation :		
• Reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres	199	231
EBITDA après Loyer	424	591

NOTE 14. PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

14.1. DÉCOMPOSITION DU PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

	31/12/2020	31/12/2019
Coût de l'endettement financier brut	(10)	(13)
• Charges d'intérêt nettes sur dettes financières	(10)	(13)
• Impacts des instruments financiers sur endettement financier brut	-	-
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	23	33
• Produits d'intérêt nets sur trésorerie et équivalents de trésorerie	23	33
• Impacts des instruments financiers sur trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
Produit de l'excédent financier net	13	20

14.2. DÉCOMPOSITION DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	31/12/2020	31/12/2019
Dividendes sur titres non consolidés	3	7
Reprises/(Dotations) financières nettes	10	(5)
Charges d'actualisation nettes	-	-
Variation de juste valeur des autres actifs et passifs financiers	-	7
Abandons de comptes courants, plus et moins-values sur cessions de titres non consolidés et autres actifs financiers, intérêts nets hors endettement et divers	(4)	2
Total autres produits/(charges) financiers	9	11

NOTE 15. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

15.1. DÉCOMPOSITION DE LA CHARGE NETTE D'IMPÔTS

	31/12/2020			31/12/2019		
	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(43)	(54)	(97)	(24)	(85)	(109)
Impositions différées passif ⁽¹⁾	(4)	(1)	(5)	(3)	4	1
Impositions différées actif ⁽¹⁾	2	2	4	(13)	(3)	(16)
Impôts sur distributions	-	(5)	(5)	-	(4)	(4)
Total	(45)	(58)	(103)	(40)	(88)	(128)

	2020	2019
(1) dont impôts différés afférents aux différences temporelles	14	(23)
dont impôts différés afférents aux déficits	(10)	12
dont impôts différés afférents à une variation du taux d'imposition	(5)	(4)

15.2. RAPPROCHEMENT ENTRE TAUX THÉORIQUE D'IMPÔT ET TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (PREUVE D'IMPÔT)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2020	2019
Résultat net	154	326
Neutralisation		
Impôt	103	128
Résultat des activités abandonnées	-	-
Résultat des coentreprises et entités associées	(38)	(79)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS INTÉGRÉES POURSUIVIES AVANT IMPÔTS	219	375
Taux d'imposition théorique en France	32,02 %	34,43 %
Différences de taux France / Étranger	(19,16 %)	(16,05 %)
Effets liés à la non-reconnaissance des reports déficitaires et autres décalages temporels : création (utilisation)	28,00 %	13,75 %
Effets des différences permanentes	1,71 %	2,55 %
Impôts à taux forfaitaires et à taux réduits	3,85 %	(2,16 %)
Écarts de taux sur plus-values de cession	(0,14 %)	1,06 %
Impôts de distribution	2,27 %	0,92 %
Autres	(1,37 %)	(0,49 %)
TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION	47,19 %	34,01 %

NOTE 16. RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2020 à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle, soit 1 706 230 actions.

	2020	2019
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe	152 M€	325 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	1 706 230	1 706 230
Résultat net des activités poursuivies par action en euros	89,04	190,24

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation compte tenu de la conversion de toutes les actions potentielles pouvant avoir un effet dilutif. Le résultat est identique, il n'existe pas d'instruments dilutifs.

	2020	2019
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe	152 M€	325 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation pour la détermination du résultat net des activités poursuivies dilué par action	1 706 230	1 706 230
Résultat net des activités poursuivies dilué par action en euros	89,04	190,24

NOTE 17. INFORMATION SECTORIELLE

17.1. ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
			31/12/2020
Activités de construction	8 614	-	8 614
Activités énergies et services	-	3 604	3 604
Chiffre d'affaires total	8 614	3 604	12 218
Chiffre d'affaires intersecteurs	(119)	(52)	(171)
Chiffre d'affaires net avec clients externes	8 495	3 552	12 047
Résultat opérationnel courant	136	35	171
Autres produits opérationnels	(4)	45	41
Autres charges opérationnelles	(4)	(1)	(5)
Résultat opérationnel	128	79	207
Coût de l'endettement financier net (-) / produit de l'excédent financier net (+)	13		13
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(6)	(4)	(10)
Impôts	(94)	(9)	(103)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(9)	47	38
Résultat net des activités poursuivies	45	109	154
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-
Résultat net	45	109	154
Résultat net part du Groupe	43	109	152
EBITDA après Loyer			
Résultat opérationnel courant	136	35	171
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(6)	(4)	(10)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :			
• Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	195	23	218
• Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées	247	(3)	244
Retraitement des autres produits d'exploitation :			
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(156)	(43)	(199)
EBITDA après Loyer	416	8	424
BILAN			
Coentreprises et entités associées	22	71	93
Provisions non courantes	650	185	835
Provisions courantes	633	136	769
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 825	757	4 582
Dettes financières non courantes	808	257	1 065
Dettes financières courantes	6	5	11
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	323	40	363
Instruments financiers – Couverture des dettes financières (actif/passif)	-	-	-
Excédent/(endettement) financier net	2 688	455	3 143
AUTRES INDICATEURS FINANCIERS			
Capacité d'autofinancement après produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés (I)	236	119	355
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(108)	(6)	(114)
Remboursement des obligations locatives (III)	(71)	(29)	(100)
Cash-flow libre (I) + (II) + (III)	57	84	141
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes	156	96	252

17.2. ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
			31/12/2019
Activités de construction	9 714	-	9 714
Activités énergies et services	-	3 808	3 808
Chiffre d'affaires total	9 714	3 808	13 522
Chiffre d'affaires intersecteurs	(105)	(62)	(167)
Chiffre d'affaires net avec clients externes	9 609	3 746	13 355
Résultat opérationnel courant	297	81	378
Autres produits opérationnels	-	-	-
Autres charges opérationnelles	(18)	(5)	(23)
Résultat opérationnel	279	76	355
Coût de l'endettement financier net (-) / produit de l'excédent financier net (+)	20	-	20
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(7)	(4)	(11)
Impôts	(116)	(12)	(128)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	75	4	79
Résultat net des activités poursuivies	271	55	326
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-
Résultat net	271	55	326
Résultat net part du Groupe	270	55	325
EBITDA après Loyer			
Résultat opérationnel courant	297	81	378
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(7)	(4)	(11)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :			
• Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	154	30	184
• Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées	212	59	271
Retraitement des autres produits d'exploitation :			
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(161)	(70)	(231)
EBITDA après Loyer	495	96	591
BILAN			
Coentreprises et entités associées	22	83	105
Provisions non courantes	633	224	857
Provisions courantes	571	171	742
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 081	548	4 629
Dettes financières non courantes	808	274	1 082
Dettes financières courantes	7	2	9
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	366	59	425
Instruments financiers – Couverture des dettes financières (actif/passif)	-	-	-
Excédent/(endettement) financier net	2 900	213	3 113
AUTRES INDICATEURS FINANCIERS			
Capacité d'autofinancement après produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés (I)	372	119	491
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(191)	2	(189)
Remboursement des obligations locatives (III)	(67)	(31)	(98)
Cash-flow libre (I) + (II) + (III)	114	90	204
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes	(161)	15	(146)

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent au 31 décembre 2020 la somme des encours notionnels de chaque type de produits utilisé, avec répartition par maturité résiduelle et par devise.

18.1. COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX ET DU RISQUE DE CHANGE

18.1.1. ANALYSE PAR ACTIVITÉ

	BTP	Énergies et Services	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
Achats à terme	436	7	443	464
Ventes à terme	293	35	328	460
Swaps de change	12	10	22	20
Swaps de taux	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-
Total obligations locatives	741	52	793	944

18.1.2. ANALYSE PAR ÉCHÉANCE ET PAR DEVISE D'ORIGINE

	Date d'échéance			Total	EUR	AUD	HRK	USD	CHF	GBP	HKD	SGD	Autres
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans										
Achats à terme	289	154	-	443	60	155	137	23	9	8	7	27	17
Ventes à terme	300	28	-	328	8	21	5	74	85	81	22	2	30
Swaps de change	21	1	-	22	4	-	-	14	-	3	-	-	1
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	610	183	-	793	72	176	142	111	94	92	29	29	48

18.2. VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Dérivés à l'actif	Devise d'origine						Total	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissements nets à l'étranger
	EUR	AUD	USD	GBP	CHF	Autres				
Achats à terme	1	8	-	-	-	-	9	-	9	-
Ventes à terme	-	-	3	1	-	-	4	-	4	-
Swaps de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	1	-	-	-	-	1	-	1	-
Total à l'actif	1	9	3	1	-	-	14	-	14	-

Dérivés au passif	Devise d'origine						Total	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissements nets à l'étranger
	EUR	AUD	USD	GBP	CHF	Autres				
Achats à terme	(2)	-	(2)	-	-	(2)	(6)	-	(6)	-
Ventes à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	(1)	-	-	-	-	(1)	-	(1)	-
Total au passif	(2)	(1)	(2)	-	-	(2)	(7)	-	(7)	-

Total net	(1)	8	1	1	-	(2)	7	-	7	-
------------------	------------	----------	----------	----------	----------	------------	----------	----------	----------	----------

En cas de translation de la courbe des taux de + 1,00 % (et respectivement - 1,00 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à une valeur positive de 7,1 millions d'euros (respectivement une valeur positive de 7,2 millions d'euros).

En cas de translation des cours de devises de + 1,00 % de l'euro (et respectivement de - 1,00 %) par rapport aux autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à une valeur positive de 7,3 millions d'euros (respectivement une valeur positive de 6,9 millions d'euros).

Les calculs ont été soit effectués par le Groupe, soit obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

NOTE 19. ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2020

19.1. ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	31/12/2020	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
• Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	4	3	-	1
• Avals, cautions et garanties données ⁽¹⁾	83	4	23	56
Total engagements de garantie donnés	87	7	23	57
• Avals, cautions et garanties reçues	-	-	-	-
Total engagements de garantie reçus	-	-	-	-
Solde net	87	7	23	57

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

NOTE 20. EFFECTIF MOYEN ET ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

20.1. EFFECTIF MOYEN

	2020	2019
Cadres	9 815	9 695
Agents de maîtrise et employés	6 279	6 095
Compagnons	5 614	5 778
SOUS-TOTAL EFFECTIF FRANCE	21 708	21 568
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	37 324	36 740
Total effectif moyen	59 032	58 308

20.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

20.2.1. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

	31/12/2019	Flux 2020	31/12/20
Indemnités de fin de carrière (IFC)	206	9	215
Médailles du travail	32	-	32
Autres avantages post-emploi (pensions)	119	(40)	79
Total	357	(31)	326

Ces engagements font l'objet de provisions enregistrées en passif non courant.

20.2.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL, ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE (AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI) HORS MÉDAILLES DU TRAVAIL

20.2.2.1. Régimes à cotisations définies

	2020	2019
Montants comptabilisés en charges	186	164

Les cotisations définies indiquées ci-dessus sont celles versées aux caisses de retraites (régimes obligatoires et complémentaires).

20.2.2.2. Régimes à prestations définies (engagements en matière de retraite)

a. Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Valeur actualisée des obligations	215	206	1 039	1 093	1 254	1 299
Juste valeur des actifs du régime (fonds dédiés)	-	-	(1 006)	(977)	(1 006)	(977)
Plafonnement des actifs	-	-	43	3	43	3
Passifs nets comptabilisés	215	206	76	119	291	325
dont déficit comptabilisé en provision	215	206	79	119	294	325
dont régimes surfinancés reconnus à l'actif du bilan	-	-	(3)	-	(3)	-
Ratio : fonds dédiés/valeur actualisée des obligations	-	-	97 %	89 %	-	-

La juste valeur des actifs du régime se répartit par type de support comme suit :

	2020		2019	
Instruments de capitaux propres	338	33 %	281	29 %
Instruments de dettes	349	35 %	347	36 %
Immobilier	170	17 %	160	16 %
Fonds de placement	18	2 %	18	2 %
Liquidités	16	2 %	33	3 %
Autres	115	11 %	138	14 %
Total	1 006	100 %	977	100 %

b. Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2020	2019	2020	2019
Ouverture	206	186	119	79
Coûts des services rendus et passés	12	11	23	32
Charges d'intérêts	1	3	1	2
Charge totale reconnue	13	14	24	34
Reprises utilisées (prestations servies et cotisations versées)	(18)	(14)	(35)	(41)
Écarts de conversion	-	-	-	1
Changements de périmètre	-	-	-	28 ^(a)
Écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	14 ^(b)	20	(35) ^(b)	18
Virement de rubrique et autres mouvements	-	-	3	-
Clôture	215	206	76	119
dont déficit comptabilisé en provision	215	206	79	119
dont régimes surfinancés reconnus à l'actif du bilan	-	-	(3)	-

(a) Concerne pour l'essentiel les engagements d'Alpiq Engineering Services

(b) Dont, dans l'état consolidé des produits et charges comptabilisés :

(22) millions d'euros de variation des écarts actuariels, incluant 37 millions d'euros correspondant au plafonnement de l'actif (IFRIC 14)
+ 1 million d'euros de quote-part des produits et charges non recyclables des co-entreprises et entités associées.

Les écarts actuariels comprennent :

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2020	2019	2020	2019
Détail des écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres				
Effet des changements d'hypothèses démographiques	(11)	(11)	(91)	(1)
Effet des changements d'hypothèses financières	7	15	38	61
Effet des ajustements issus de l'expérience	18	16	13	22
Rendement des actifs à l'exclusion des produits financiers	-	-	(32)	(58)
Effet du plafonnement des actifs	-	-	37	(6)
Total	14	20	(35)	18

c. Répartition par zone géographique au 31 décembre 2020

	France et DOM	Union Européenne	Autres pays européens	Total
Provisions non courantes (bilan) :				
• indemnités de fin de carrière	215	-	-	215
• pensions	-	74	5	79
Provisions reconnues au passif du bilan	215	74	5	294
Régimes surfinancés reconnus à l'actif du bilan	-	-	(3)	-
Total	215	74	2	294

d. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

	2020	2019
Taux d'actualisation :		
Indemnités de fin de carrière	0,60 % (iboxx € corporate A10+)	0,92 % (iboxx € corporate A10+)
Pensions	0,15 % à 6,00 %	0,20 % à 6,00 %
Augmentation future des salaires :		
Indemnités de fin de carrière	1,2 % à 3,80 %	0,9 % à 3,50 %
Pensions	0 % à 2,95 %	0 % à 3,20 %

Les autres hypothèses actuarielles locales (économiques et démographiques) ont été fixées selon les spécificités de chacun des pays concernés.

L'impact d'une hausse ou d'une baisse complémentaire des taux d'actualisation en France et à l'internationale sur les engagements est présenté ci-dessous :

	Hypothèse	Hausse	Baisse
Indemnités de fin de carrière (France)	50 points de base	(12)	13
Pensions (International)	20 points de base	(3)	3

Ces impacts seraient également appréhendés dans l'état consolidé des charges et produits comptabilisés.

NOTE 21. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Les transactions du Groupe avec les parties liées concernent essentiellement :

- Les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction.
- Les opérations commerciales et financières avec les sociétés du groupe Bouygues et les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Identités des parties liées :

- Parties liées en amont : Bouygues SA et autres sociétés détenues par Bouygues SA.
- Activités conjointes : principalement des sociétés en participations de travaux.
- Co-entreprises et entités associées.
- Autres parties liées : essentiellement les transactions avec des sociétés non consolidées détenues par Bouygues Construction.

21.1. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Parties liées en amont	(128)	(171)	113	158	3 718 ⁽¹⁾	3 569	1 313	1 363
Activités conjointes	(119)	(46)	225	115	239	233	389	292
Coentreprises et entités associées	(46)	(37)	102	101	49	57	38	43
Autres parties liées	(4)	(2)	61	57	51	49	29	35
Total	(297)	(256)	501	431	4 057	3 908	1 769	1 733
Échéances < 1 an	-	-	-	-	3 997	3 843	732	678
Échéances > 1 an < 5 ans	-	-	-	-	23	40	1 037	1 055
Échéances > 5 ans	-	-	-	-	37	25	-	-
Dont dépréciation de créances	-	-	-	-	57	65	-	-

(1) dont Bouygues Relais 2 051 M€ ; Uniservice 1 632 M€.

Les engagements hors bilan présentés en note 19 de la présente annexe n'incluent aucun engagement envers les parties liées.

21.2. INFORMATIONS SUR LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES ALLOUÉS AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du comité exécutif composé de neuf membres présents au 31 décembre 2020.

Rémunérations directes : elles s'élèvent à 7 662 K€ dont 4 172 K€ de rémunération de base et 3 490 K€ liée aux performances réalisées en 2019.

Avantages à court terme : néant.

Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale du Groupe bénéficient d'un régime de retraite complémentaire externalisé auprès d'une compagnie d'assurances. La contribution versée en 2020 au fonds d'actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevée à 299 K€.

Avantages à long terme : néant.

Indemnités de fin de contrat : elles s'élèvent à 4 506 K€ à fin 2020, y compris les indemnités de fin de carrière.

Paiement en actions : le nombre de titres attribués au 8 octobre 2020 (stock-options) est de 244 500 au cours de levée de 30,53 €.

La date minimale d'exercice est le 9 octobre 2022.

NOTE 22. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

22.1. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE DES FILIALES ACQUISES OU CÉDÉES

Sur l'exercice 2020, il n'y a eu aucune acquisition ou cession de société consolidée supérieure à 1 M€.

Présentation nette par activité des flux de trésorerie résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées.

	BTP	Énergies et Services	Total Groupe 2019
Immobilisations corporelles	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Goodwill	-	-	-
Actifs financiers non courants	(3)	(3)	(6)
Impôts différés actif	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	8	8
Dettes financières non courantes et courantes	-	-	-
Obligations locatives non courantes et courantes	-	-	-
Provisions non courantes	11	(2)	9
Impôts différés passif	-	(1)	(1)
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	-	-
Besoin en fonds de roulement	(1)	(7)	(8)
Coût de cession (acquisition) total	7	(5)	2
Plus value sur cession de titres consolidés	81	10	91
Créances sur cessions / dettes sur acquisitions	-	(1)	(1)
Trésorerie des sociétés acquises ou cédées	-	(8)	(8)
Flux de trésorerie net résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées	88	(4)	84

22.2. DÉTERMINATION DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

	2020	2019
Actif		
Stocks	9	(1)
Avances et acomptes versés sur commandes	13	35
Clients et comptes rattachés	150	(39)
Actifs sur contrats clients	54	30
Autres créances courantes et actifs financiers courants	(90)	(56)
Sous-total ⁽¹⁾	136	(31)
Passif		
Fournisseurs et comptes rattachés	(47)	(53)
Passifs sur contrats clients	45	(112)
Provisions courantes	45	122
Autres dettes courantes et passifs financiers courants	73	(72)
Sous-total ⁽²⁾	116	(115)
Variation du besoin de fonds de roulement lié à l'activité	252	(146)

(1) Actif = Diminution (Augmentation)

(2) Passif = (Diminution) Augmentation

NOTE 23. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues Construction et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31 décembre 2020 (en milliers d'euros).

	Réseau Mazars			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux			Total charge	
	2020	%	2019	2020	%	2019	2020	%	2019	2020	2019
A. Audit											
Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 360	97 %	2 308	4 273	95 %	4 580	135	4 %	263	6 768	7 151
Missions accessoires	31	1 %	182	14	-	118	1 365	35 %	1 001	1 410	1 301
SOUS-TOTAL	2 391	98 %	2 490	4 287	95 %	4 698	1 500	39 %	1 264	8 178	8 452
B. Autres prestations											
Juridique, fiscal, social	50	2 %	49	201	5 %	194	871	22 %	1 084	1 122	1 327
Autres	-	-	-	-	-	-	1 523	39 %	47	1 523	47
SOUS-TOTAL	50	2 %	49	201	5 %	194	2 394	61 %	1 131	2 645	1 374
Total charge d'honoraires	2 441	100 %	2 539	4 488	100 %	4 892	3 894	100 %	2 395	10 823	9 826

NOTE 24. LISTE DES PRINCIPALES ENTITÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2020

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2020	2019	2020	2019
INTÉGRATION GLOBALE						
1 - Bouygues Construction						
Bouygues Construction	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
FRANCE						
Bouygues Construction Relais SNC	Guyancourt	France	99,50 %	99,50 %	99,50 %	99,50 %
Challenger Investissement	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Challenger SNC	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Matériel SNC	Tourville-la-Rivière	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %
Gie Bouygues Construction Purchasing	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction It	Guyancourt	France	98,98 %	98,98 %	99,00 %	99,00 %
Bouygues Construction Middle East	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	100,00 %	100,00 %
ÉTRANGER						
Bypar SARL	Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
2 - Bouygues Bâtiment France Europe						
Bouygues Bâtiment Île-de-France	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
FRANCE						
Bouygues Construction Central Europe	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Île-de-France PPP	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Brezillon	Margny-lès-Compiègne	France	99,35 %	99,35 %	99,36 %	99,36 %
Elan SARL	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Linkcity Île-de-France	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Linkcity Centre Sud-Ouest	Lormont	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Nord-Est	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Sud-Est	Lyon	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Grand Ouest	Rouen	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	Lormont	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Sud-Est	Lyon	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	Nantes	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Nord-Est	Villeneuve d'Ascq	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
ÉTRANGER						
Acieroid	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Belgium	Bruxelles	Belgique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Karmar	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Poland	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Losinger Marazzi AG	Berne	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Vces Holding SRO et ses filiales	Prague	Rép. Tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
RJ Richelmi	Monaco	Monaco	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
3 - Bouygues Bâtiment International						
Bouygues Bâtiment International	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
ÉTRANGER						
Americaribe LLC	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Americaribe Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction India Building Projects LLP	Mumbai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcción Cuba	Maribel	Cuba	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Guinée Équatoriale	Malabo	Guinée Équatoriale	99,96 %	99,96 %	99,96 %	99,96 %
Bouygues Bâtiment Trinidad & Tobago	Port d'Espagne	Trinité et Tobago	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construção Brasil	São Paulo	Brésil	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2020	2019	2020	2019
Bouygues Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigéria	86,37 %	86,37 %	86,37 %	86,37 %
Bouygues Construction Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcciones Peru	Lima	Pérou	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Thai Ltd	Bankgok	Thaïlande	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Bouygues Uk Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Building Canada	Vancouver	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Development Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Thai/VSL Australia Ltd	Bankgok	Thaïlande	92,32 %	92,32 %	99,97 %	99,97 %
Bymaro	Casablanca	Maroc	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Byme Singapore Private Company Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byme Usa LLC	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages et Travaux Publics Singapore Pte Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages Engineering and Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigéria	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
A.W. Edwards Pty et ses filiales	Nsw Northbrigde	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Société d'études et de travaux pour l'Afrique de l'Ouest - Setao	Abidjan	Côte d'Ivoire	78,61 %	78,61 %	78,61 %	78,61 %

4 – Autres Filiales BI

ÉTRANGER

Byme Engineering Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Dragages Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
IEC Investments Ltd	Hong Kong	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Dragages Construction Macau Ltd	Macao	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

5 – Bouygues Travaux Publics

Bouygues TP	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
-------------	------------	--------	-----------------	----------	-----------------	----------

FRANCE

DTP	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Services Nucléaires	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BYTP Régions France	Balma	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europe Fondations	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

ÉTRANGER

Bouygues Construction Australia Pty Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics MC (Monaco)	Monaco	Monaco	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics Philippines	Makati	Philippines	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Civil & Building North America INC	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DCW	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DTP Côte d'Ivoire Sasu	Bouake	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DTP Mining Guinée	Kaloum-Conakry	Guinée	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Goukoto Mining Services	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Kibali Minig Services (KMS) SPRL	Watsa Province Orientale	Rép. Démocratique Congo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mecap	Sliema	Malte		98,99 %		99,99 %
Mining and Rehandling Services (MARS)	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Prader Losinger	Sion	Suisse	99,67 %	99,67 %	99,67 %	99,67 %
Société anonyme de Construction du Pont Riviera Marcory (SACPRM)	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Tongonaise des Mines (TOMI)	Korhogo	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Société Ivoirienne de Construction du Métro d'Abidjan (SICMA)	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2020	2019	2020	2019
6 - VSL						
VSL International Ltd	Berne	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
ÉTRANGER						
FT Laboratories Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Intrafor Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Construction Systems	Madrid	Espagne	99,75 %	99,75 %	99,75 %	99,75 %
VSL Civil Works Ltd	Subingen	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Engineering (China)	Hefei	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Australia Pty Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Annahutte System AG	Rapperswil-Jona	Suisse	69,91 %	69,91 %	70,00 %	70,00 %
VSL Canada	Toronto	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Egypt LLC	Le Caire	Égypte	99,00 %	99,00 %	99,00 %	99,00 %
VSL Hong Kong	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL India	Chennai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Indonesia	Jakarta	Indonésie	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Malaysia	Kuala Lumpur	Malaisie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Mexico	Mexico D.F	Mexique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Middle East LLC	Dubai	Émirats Arabes Unis	99,00 %	99,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Middle East Qatar	Doha	Qatar	98,00 %	98,00 %	98,00 %	98,00 %
VSL Philippines	Mandaluyong	Philippines	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VSL Polska	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Portugal	Paço de Arcos	Portugal	99,33 %	99,33 %	99,33 %	99,33 %
VSL Saudi Arabia LLC	Riyadh	Arabie Saoudite	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Singapour	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Suisse	Berne	Suisse	100,00 %	99,88 %	100,00 %	99,88 %
VSL Systems UK Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Systems Manufacturer (Spain)	Madrid	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Tchequéc	Prague	Rép. Tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Thailand	Bangkok	Thaïlande	82,15 %	82,15 %	88,00 %	88,00 %
VSL Vietnam Ltd	Hô Chi Minh-Ville	Vietnam	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
7 - Bouygues Energies & Services						
Bouygues Energies & Services	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
FRANCE						
Bouygues E&S Fondations	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM France	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S SPV Management	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Maintenance Industrielle	Feyzin	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
S.M.I Information Automatismes	Carcarès-Sainte-Croix	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Thiais Lumière	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
ÉTRANGER						
Byhome Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Infrastructure UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Solutions	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Contracting UK	Holytown	Écosse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Côte d'Ivoire	Abidjan	Côte d'Ivoire	93,85 %	93,85 %	93,85 %	93,85 %
Bouygues Energies and Services Canada	Vancouver BC	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Ireland	Dublin	Irlande	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Euroland Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM Italia	Milan	Italie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Gastier M.P. Inc et ses filiales	Montréal	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2020	2019	2020	2019
ICEL Group Limited et ses filiales	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Energies & Services Schweiz	Zurich	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mindful Experience Inc	Toronto	Canada	-	100,00 %	-	100,00 %
Plan Group Inc et ses filiales	Vaughan	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byes Solar UK Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Japan	Tokyo	Japon	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Malaysia	Kuala Lumpur	Malaisie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Mexico	Mexico D.F	Mexique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
8 – Kraftanlagen München						
Kraftanlagen München et ses filiales	Munich	Allemagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
9 – Byes Intec						
Bouygues E&S Intec Ag et ses filiales	Olten	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
ACTIVITÉS CONJOINTES						
1 – Bouygues Bâtiment France Europe						
XXL Marseille SNC	Marseille	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
2 – Bouygues Bâtiment International						
Byma PTE	Singapour	Singapour	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Byma Myanmar Ltd	Yangon	Myanmar	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
CMBI SNC	Antananarivo	Madagascar	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
3 – Bouygues Travaux Publics						
Société pour la réalisation du port de Tanger Méditerranée	Tanger	Maroc	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
TMBYS	Guyancourt	France	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
Oc'via Maintenance	Guyancourt	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE Oc'via Construction	Nimes	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE L2 Construction	Marseille	France	56,50 %	56,50 %	56,50 %	56,50 %
GIE Compagnie Maritime du Littoral	Rueil-Malmaison	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Prefa Réunion	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Viaduc du Littoral	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
KAS 1 Limited	Saint-Helier	Jersey	49,90 %	49,90 %	49,90 %	49,90 %
4 – Bouygues Energies & Services						
Themis FM	Boulogne-Billancourt	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Evesa	Paris	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES						
1 – Bouygues Construction						
Consortium Stade de France	Saint-Denis	France	33,33 %	33,33 %	33,33 %	33,33 %
2 – Bouygues Bâtiment International						
ANFA3B2I	Casablanca	Maroc	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %
Bouygues Construction Qatar Llc	Doha	Qatar	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Bedford Riverside Regeneration	Bedford	Royaume-Uni	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
4 – Bouygues Travaux Publics						
Bina Istra	Zagreb	Croatie	16,00 %	16,00 %	16,00 %	16,00 %
Bina Fincom	Zagreb	Croatie	50,70 %	50,70 %	50,70 %	50,70 %
2 – VSL						
GPN2	Rueil-Malmaison	France	48,00 %	48,00 %	48,00 %	48,00 %
VSL Japon	Tokyo	Japon	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %
VSL Sistemas Especiales de Construcción	Santiago	Chili	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
5 – Bouygues Energies & Services						
Axione	Malakoff	France	51,00 %	51,00 %	51,00 %	51,00 %
Betron/Plan Group Inc.	Ottawa	Canada	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès de la Direction des Relations Investisseurs de Bouygues SA.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'assemblée générale de la société Bouygues Construction,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bouygues Construction relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Votre groupe constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans le paragraphe « Comptabilisation des contrats de construction » de la note 2.4.3 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par votre groupe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, et à évaluer les principaux contrôles mis en œuvre par votre groupe pour mesurer les résultats à terminaison. Dans le cadre de nos travaux, nous avons apprécié la pertinence des estimations retenues.
- Votre groupe constitue des provisions pour litiges et contentieux, présentées dans les notes 2.4.2, 6.1 et 6.2 de l'annexe aux comptes consolidés, destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles de ses activités. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est notamment fondée sur l'examen de la situation et des hypothèses qui sous-tendent leur évaluation.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 31 mars 2021

Les commissaires aux comptes

Mazars
Gilles Rainaut

ERNST & YOUNG Audit
Nicolas Pfeuty



Comptes individuels

BILAN DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2020

Actif (en millions d'euros)	31/12/2020			31/12/2019
	Brut	Amortissements & Dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles	75	70	5	8
Immobilisations corporelles	41	24	17	19
Immobilisations financières				
• Participations	1 376	45	1 330	1 265
• Autres	493	0	493	517
S/Total	1 868	46	1 823	1 782
Actif immobilisé	1 985	139	1 846	1 809
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	0	-	0	1
Clients et comptes rattachés	36	-	36	30
Autres créances	277	8	269	300
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	2 121		2 121	1 876
Actif circulant	2 433	8	2 426	2 207
Comptes de régularisation et assimilés	120	-	120	101
Total actif	4 539	147	4 392	4 116

Passif (en millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Capital social	128	128
Primes	15	15
Écart de réévaluation	-	-
Réserves	13	13
Report à nouveau	318	333
Résultat de l'exercice	215	310
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Capitaux propres	688	798
Autres fonds propres	-	-
Provisions	9	16
Dettes financières	1 234	1 246
Avances et acomptes reçus sur commandes	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55	39
Autres dettes non financières	130	95
Dettes non financières	185	133
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	2 205	1 869
Comptes de régularisation et assimilés	72	53
Total passif	4 392	4 116

COMPTE DE RÉSULTAT DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2020

(en millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	198	205
Autres produits d'exploitation	2	1
Achats et variations de stocks	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	(4)	(5)
Charges de personnel	(76)	(77)
Charges externes et autres charges d'exploitation	(129)	(131)
Dotations nettes aux comptes d'amortissements, de dépréciations et de provisions	-	(14)
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	4	3
Résultat d'exploitation	(5)	(17)
Produits et Charges Financiers	221	323
Résultat courant (avant impôts)	215	306
Produits et Charges Exceptionnels	-	-
Participation des salariés	-	-
Impôts sur les bénéfices	-	4
Résultat net	215	310

TABLEAU DE FINANCEMENT EN FLUX DE TRÉSORERIE DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2020

(en millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
A – OPÉRATIONS LIÉES À L'ACTIVITÉ		
Capacité d'autofinancement		
Résultat de l'exercice	215	310
Dotations aux amortissements	6	6
Dotations et reprises de dépréciations et de provisions ⁽¹⁾	(4)	8
Plus-values nettes sur cessions d'actif et divers ⁽²⁾	-	-
S/Total	218	324
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		
Actif circulant et comptes de régularisation	5	10
Avances et acomptes nets reçus, dettes non financières et divers	71	22
Trésorerie provenant de l'activité	294	356
B – OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des actifs immobilisés :		
Acquisitions d'Immobilisations incorporelles et corporelles	(3)	(10)
Acquisitions de participations financières	(69)	(150)
S/Total	(71)	(160)
Cessions des actifs immobilisés :		
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Cessions de participations financières	-	-
Immobilisations financières diverses nettes	3	(16)
Dettes nettes sur immobilisations	(1)	2
Trésorerie affectée aux investissements	(70)	(174)
C – OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation des capitaux propres	-	-
Dividendes mis en paiement dans l'exercice	(325)	(219)
Dettes financières nettes	9	13
Trésorerie résultant du financement	(316)	(206)
Variations de la trésorerie (A + B + C)	(92)	(24)
Trésorerie nette au 1 ^{er} janvier ⁽³⁾	7	31
Flux nets de l'exercice hors incidence des virements de rubriques	(92)	(24)
Incidence des virements de rubriques	-	-
Trésorerie nette à la clôture ⁽³⁾	(84)	7

(1) Hors dépréciations sur actifs circulants.

(2) Net d'impôt société.

(3) Disponibilités + VMP – Concours bancaires courants.

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS EXERCICE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital ⁽⁴⁾	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats ⁽⁴⁾	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus	
				Brute	Nette
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS ^{(1) (2)}					
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)	-	-	-	1 343	1 324
DTP	10	1	100,00 %	24	24
Bouygues Bâtiment International	25	163	100,00 %	85	85
Bouygues Bâtiment Île-de-France	13	36	99,70 %	103	103
Bouygues Travaux Publics	291	(44)	98,88 %	343	343
BYES ⁽⁵⁾	51	60	100,00 %	158	158
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	19	100,00 %	35	35
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	13	100,00 %	11	11
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	36	100,00 %	6	6
Fichallenge	2	(7)	100,00 %	2	-
Challenger	0	-	99,99 %	15	15
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	47	100,00 %	4	4
Bouygues Bâtiment Central Europe	0	20	100,00 %	25	25
VSL (Suisse)	2	4	100,00 %	32	32
Losinger Holding (Suisse)	15	12	99,96 %	22	22
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	355	100,00 %	6	6
Acieroid (Espagne)	1	1	93,81 %	18	1
BYES Intec Ag (Suisse)	30	67	100,00 %	352	352
Kraftanlagen (Allemagne)	25	(2)	100,00 %	99	99
Participations (10 à 50 % du capital) – à détailler	-	-	-	-	-
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS NON REPRISES AU A.					
Total	-	-	-	33	6
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	2	1
Filiales étrangères (ensemble) ⁽³⁾	-	-	-	-	-
Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	30	5
Participations dans des sociétés étrangères	-	-	-	-	-
Total global	-	-	-	1 376	1 330

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication.

Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

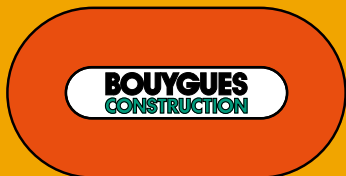
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation.

(5) Réserves et résultats consolidés hors part des tiers et CA consolidé du groupe.

	Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
	741	37	-	-	-	
	-	-	2	4		
	118	5	806	21	70	
	-	-	1 314	11	11	
	84	2	1 375	(94)	-	
	262	9	2 354	47	-	
	-	-	298	9	-	
	-	-	170	3	1	
	-	-	311	5	3	
	-	-	-	1	-	
	-	-	19	4	-	
	-	-	381	9	4	
	34	-	-	1		
	82	-	34	(1)	6	
	-	-	-	46	59	1 CHF = 0,925754
	53	-	85	73	56	1 HKD = 0,105106
	-	-	25	-	-	
	109	-	-	7	8	1 CHF = 0,925754
	-	21	192	(11)	-	
	-	-	-	-	-	
	13	-	-	-	2	
	10	-	-	-	1	
	-	-	-	-	1	
	2	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	
	754	-	-	-	-	



Shared innovation